



Budget supplémentaire des dépenses (A) 2012-2013

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2013

Les documents budgétaires

Chaque année, le gouvernement établit son budget des dépenses, qui présente l'information à l'appui des autorisations de dépenser demandées au Parlement pour l'affectation des fonds publics. Ces demandes d'autorisations sont présentées officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le budget des dépenses, qui est déposé à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor, comporte trois parties :

Partie I – Le Plan de dépenses du gouvernement présente un aperçu des dépenses fédérales et résume les principaux éléments du budget principal des dépenses.

Partie II – Le budget principal des dépenses étaye directement la Loi de crédits. Le budget principal des dépenses énonce les autorisations de dépenser (crédits) et les sommes à inclure dans les projets de loi de crédits ultérieurs. Le Parlement devra adopter ces crédits afin que le gouvernement puisse mettre en application ses plans de dépenses. Les Parties I et II du budget des dépenses sont déposées le 1^{er} mars ou avant.

Partie III – Le Plan de dépenses du ministère est divisé en deux documents :

- 1) **Les rapports sur les plans et les priorités (RPP)** sont des plans de dépenses établis par chaque ministère et organisme (à l'exception des sociétés d'État). Ces rapports présentent des renseignements plus détaillés, pour une période de trois ans, sur les principales priorités d'une organisation, et ce, par résultat stratégique, activité de programme et résultat prévu, incluant des liens aux besoins en ressources connexes. Les RPP contiennent également des données sur les besoins en ressources humaines, les projets de transformation, les subventions et contributions, et les coûts nets des programmes. Ces documents sont déposés au Parlement, au printemps, par le président du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables des ministères et des organismes qui dépendent des crédits parlementaires et qui sont désignés aux annexes I, I.1 et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Ils font l'objet d'un renvoi aux comités qui peuvent ensuite faire rapport à la Chambre des communes conformément au paragraphe 81(7) du Règlement.
- 2) **Les rapports ministériels sur le rendement (RMR)** rendent compte des réalisations de chaque ministère et organisme en fonction des attentes prévues en matière de rendement qui sont indiquées dans leur RPP. Ces rapports sur le rendement, qui portent sur la dernière année financière achevée, sont déposés au Parlement en automne par le président du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables des ministères et des organismes qui dépendent des crédits parlementaires et qui sont désignés aux annexes I, I.1 et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le budget supplémentaire des dépenses étaye directement la Loi de crédits. Le budget supplémentaire des dépenses énonce les autorisations de dépenser (crédits) et les sommes à inclure dans les projets de loi de crédits que le Parlement doit adopter afin que le gouvernement puisse mettre en application ses plans de dépenses. Le budget supplémentaire des dépenses est habituellement déposé trois fois par année, soit un premier document en mai, un deuxième à la fin octobre et un document final à la fin février. Chaque budget supplémentaire des dépenses est caractérisé par une lettre alphabétique (A, B, C, etc.). En vertu de circonstances spéciales, plus de trois budgets supplémentaires des dépenses peuvent être publiés au cours d'une même année.

Le budget des dépenses de même que le budget fédéral du ministre des Finances sont le reflet de la planification budgétaire annuelle de l'État et de ses priorités en matière d'affectation des ressources. Ces documents, auxquels viennent s'ajouter par la suite les Comptes publics et les rapports ministériels sur le rendement, aident le Parlement à s'assurer que le gouvernement est dûment comptable de l'affectation et de la gestion des fonds publics.

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le
Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux, 2012.

Ce document est disponible en médias substituts sur demande.

Ce document est disponible sur le site Web du SCT à l'adresse suivante : <http://www.tbs-sct.gc.ca>.

En vente chez votre libraire local ou par la poste auprès de
Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995
Commandes seulement : 1-800-635-7943 (Canada et É.-U.)
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757 (Canada et É.-U.)
Internet : <http://publications.gc.ca>

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé pour désigner tant les hommes que les femmes.

No. de catalogue : BT31-2/1-2013
ISBN : 978-0-660-67379-0

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2012-2013

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2013

Table des matières

Page

Introduction au budget supplémentaire des dépenses.....	7
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses.....	13
<i>Tableaux sommaires</i>	
Aperçu des tableaux sommaires	17
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses	18
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2012-2013	24
<i>Détails par ministère, organisme et Société d'État</i>	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère.....	31
Agence canadienne de développement international	32
Commission de la capitale nationale.....	32
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère.....	36
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère.....	40
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	41
Commission canadienne des grains.....	42
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère.....	44
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat.....	47
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère.....	50
Directeur général des élections.....	50
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère.....	54
Centre de la sécurité des télécommunications.....	55
ENVIRONNEMENT	
Ministère.....	58
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	58
Agence Parcs Canada.....	59
FINANCES	
Ministère.....	63
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	63
INDUSTRIE	
Ministère.....	67
Agence spatiale canadienne.....	68
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	68
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	69
Conseil de recherches en sciences humaines	70
Conseil canadien des normes	71
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère.....	76
Conseil des Arts du Canada.....	76
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	77
Bibliothèque et Archives du Canada.....	77
PÊCHES ET OCÉANS	
79	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère.....	84
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	84
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère.....	87
Énergie atomique du Canada limitée.....	88
SANTÉ	
Ministère.....	91
Instituts de recherche en santé du Canada.....	92
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère.....	97
Agence des services frontaliers du Canada	98
Gendarmerie royale du Canada	98
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	99
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	99
TRANSPORTS	
Ministère.....	103
VIA Rail Canada Inc.	103

Table des matières

Détails par ministère, organisme et Société d'État

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Ministère.....	106
Services partagés Canada.....	106

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.....	110
---------------------------------------------------------------------------------------	-----

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de quatre sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État;*
4. *Annexe.*

Objectif et renseignements généraux

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires du gouvernement du Canada qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peu finées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers.

Le budget supplémentaire des dépenses renferme aussi des renseignements mis à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et de divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits.

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont habituellement déposés au Parlement environ un mois avant la loi de crédits connexe qui accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor en vue d'exécuter ses programmes et d'offrir ses services. Ce délai donne aux divers comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant la présentation de la loi de crédits.

Depuis le printemps 2007, un budget supplémentaire des dépenses est déposé pour chacune des trois périodes parlementaires d'octroi des crédits, lesquelles se terminent le 23 juin, le 10 décembre et le 26 mars, respectivement. Le présent budget supplémentaire des dépenses (A) est le premier budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice en cours.

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour – Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

Le Budget principal des dépenses 2012-2013, déposé le 28 février 2012, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 91,9 milliards de dollars en dépenses budgétaires et 0,1 milliard de dollars en dépenses non budgétaires. Il présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 160,0 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 2,0 milliards de dollars en recouvrements nets non budgétaires. La *Loi sur le crédit n° 1 pour 2012-2013* a reçu la sanction royale le 29 mars 2012 et a fourni des crédits provisoires aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État tributaires de crédits jusqu'à la fin juin 2012. Le Président du Conseil du Trésor présentera un projet de loi pour le solde du financement inscrit dans le budget principal des dépenses en juin.

Budget principal des dépenses

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Le dépôt du budget fédéral de 2012 le 29 mars 2012 n'a pas accordé suffisamment de temps pour inclure la plupart des mesures qui y étaient annoncées dans le Budget principal des dépenses 2012-2013. Les nouvelles dépenses prévues, annoncées dans le budget fédéral de 2012, seront inscrites dans les documents du budget des dépenses à venir. Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2012-2013 ne reflète pas des réductions prévues dans le budget fédéral de 2012.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2012-2013 fournit des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 2,1 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 2,3 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. En outre, ce document comprend des renseignements concernant une augmentation de 0,2 milliard de dollars des dépenses budgétaires législatives prévues.

Budget fédéral de 2012

**Présent budget
supplémentaire des dépenses**

Tableau 1 : Total du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2012-2013 (en milliards de dollars)

	Budgétaire ¹	Non budgétaire ²
Crédits votés ³	2,1	0,0
Dépenses législatives ⁴	0,2	0,0
Total	2,3	0,0

Nota :

1. Les dépenses budgétaires incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État.
2. Les dépenses non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.
3. Les dépenses votées sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.
4. Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes et dont les prévisions sont présentées à titre d'information.

Principales modifications apportées aux dépenses prévues

Cette section donne un aperçu des principaux postes inscrits dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Les principaux postes votés inscrits au présent budget supplémentaire des dépenses exigeant l'approbation du Parlement :

Postes votés

Besoin en matière de rémunération – Fonds pour des affectations aux ministères et aux organismes admissibles pour le versement des indemnités de départ accumulées

Le financement servira à rembourser les ministères, les organismes et les sociétés d'État pour les indemnités de départ versées aux cours de l'exercice. Aux termes des récentes conventions collectives, les employés visés n'accumuleront plus de crédits aux fins d'indemnités de départ dans les cas de démission ou de départ à la retraite. Les indemnités de départ accumulées jusqu'à la signature de la convention collective applicable sont payables à l'employé. Les dépenses admissibles seront remboursées au moyen d'un transfert direct aux crédits ministériels pour l'exercice au cours duquel ces coûts sont réellement engagés. La période de paiement est fondée sur le moment de la signature et la mise en œuvre subséquente des conventions collectives.

Secrétariat du Conseil du Trésor

850,0 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds pour des projets de rénovation des édifices de la Cité parlementaire

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada est le gardien des édifices et des terrains de la Colline du Parlement; il rénove des édifices de la Cité parlementaire et conserve leur caractère patrimonial, offrant ainsi des installations qui satisfont aux exigences du Parlement et créant un environnement sécuritaire et accueillant pour les locataires et les visiteurs. Ce financement couvrira les coûts afférents à la rénovation de l'édifice de l'Ouest et de l'édifice Wellington ainsi qu'à la location de bureaux temporaires pendant les travaux.

Travaux publics et Services gouvernementaux

242,9 millions de dollars

Fonds destinés aux engagements financiers accélérés du Canada relativement à l'Accord de Copenhague qui répond aux besoins d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques des pays en voie de développement

L'Accord de Copenhague a mis en place la feuille de route d'un système pour l'après-2012 en matière de changements climatiques. Cet accord comportait un engagement de la part des pays développés de fournir du financement aux pays en développement pour des mesures d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques. Ce financement appuiera des initiatives en vue d'aider les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables à s'adapter aux effets des changements climatiques auxquels elles sont confrontées actuellement; d'augmenter la disponibilité de l'énergie propre dans les pays en développement; et d'améliorer la gestion des ressources forestières et agricoles dans les pays en développement, notamment la protection des forêts denses et des aires protégées.

Agence canadienne de développement international

171,1 millions de dollars

Environnement

24,9 millions de dollars

Affaires étrangères et Commerce international

5,0 millions de dollars

Agence Parcs Canada

1,5 million de dollars

Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement et des programmes en cours comme assurer le maintien de la production d'isotopes, assumer les coûts liés à la réduction progressive des opérations des installations de production d'isotopes, et tenir compte des priorités en matière de santé, de sécurité et d'environnement dans les laboratoires de Chalk River

Ces fonds permettront à Énergie atomique du Canada limitée d'assumer les coûts liés au maintien de la production d'isotopes, à la fermeture de l'installation de production d'isotopes, aux mises à niveau des infrastructures et opérations pour réaliser les priorités des laboratoires de Chalk River en matière de santé, de sécurité et d'environnement. Ce financement servira également à payer l'indemnité de départ volontaire en conformité aux efforts du gouvernement d'éliminer l'accumulation de ces prestations.

Énergie atomique du Canada limitée

160,0 millions de dollars

Fonds pour le règlement des revendications particulières

Le règlement des revendications particulières a pour but de réparer les injustices historiques qui découlent du non-respect présumé d'obligations imparties par la loi (un traité, par exemple) ou de la mauvaise administration présumée des terres ou d'autres biens en vertu de la *Loi sur les Indiens*. Ces fonds faciliteront le règlement des revendications prévu au cours de l'exercice visé.

Affaires indiennes et du Nord canadien

150,0 millions de dollars

Fonds pour la mise en œuvre de l'Initiative de la région de Port Hope

L'Initiative de la région de Port Hope vise à nettoyer les sites contaminés et à entreposer de manière sécuritaire les déchets de faible radioactivité qui ont été éliminés de façon non conforme dans les collectivités ontariennes de Port Hope et de Port Granby. Le financement compris dans le présent budget supplémentaire des dépenses appuiera la phase de mise en œuvre de l'initiative, au cours de laquelle le sol contaminé sera enlevé et transporté aux deux nouveaux sites de gestion des déchets où ces déchets seront entreposés et surveillés à long terme.

Ressources naturelles

73,2 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds pour les besoins supplémentaires en matière de pension

Ce financement permettra à VIA Rail Canada Inc. de verser des cotisations de retraite afin de régler le problème de solvabilité de ses régimes de retraite.

VIA Rail Canada Inc.
68,0 millions de dollars

Services de police communautaire offerts aux Premières nations – Transfert de Sécurité publique et Protection civile à la Gendarmerie royale du Canada

Ce financement permet à la Gendarmerie royale du Canada d'offrir des services de police communautaire dans certaines collectivités des Premières nations au Canada.

Gendarmerie royale du Canada
41,0 millions de dollars

Mises à jour importantes aux prévisions législatives inscrites au présent budget supplémentaire des dépenses, à titre d'information :

Postes législatifs

Fonds pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole afin de fournir une aide financière ciblée pour aider les producteurs à reprendre leurs activités agricoles et/ou à atténuer les répercussions résultant d'une catastrophe naturelle

Le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole est un cadre qui permet aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux de travailler ensemble afin d'évaluer au cas par cas l'ampleur des catastrophes (p. ex., conditions météorologiques extrêmes, maladie, parasites, etc.) touchant les agriculteurs canadiens et d'apporter à ces derniers une aide ciblée grâce à des mesures qui correspondent précisément à la situation, lorsqu'il convient d'accorder une aide supplémentaire autre que celle prévue par les programmes en vigueur.

Agriculture et Agroalimentaire
110,8 millions de dollars (législatifs)
11,9 millions de dollars (votés)

Fonds pour l'accélération des travaux de réparation et d'entretien dans les établissements d'enseignement postsecondaire (Programme d'infrastructure du savoir)

Le Programme d'infrastructure du savoir a été annoncé en janvier 2009 dans le cadre du Plan d'action économique du Canada. En décembre 2010, le Premier ministre a reporté l'achèvement de certains projets dans le cadre du Plan d'action économique du Canada au 31 octobre 2011 (au lieu du 31 mars 2011). Conformément aux ententes de projet et à la prolongation du Plan d'action économique, Industrie Canada doit rembourser aux provinces/territoires/institutions les frais admissibles engagés au plus tard le 31 octobre 2011. Ces fonds sont nécessaires afin d'effectuer les paiements finaux au titre de 65 projets qui n'ont pas encore obtenu la preuve d'achèvement d'un tiers (p. ex., vérificateur d'un gouvernement provincial).

Industrie
52,5 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Principales variations nettes des dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les montants présentés dans le présent budget supplémentaire des dépenses s'ajoutent au budget principal des dépenses. La variation nette d'un crédit est composée des transferts (montants transférés au crédit et du crédit) et des rajustements (le montant dans la loi de crédits connexe).

Dépenses votées (dollars)				
Organisation	Numéro de crédit et description	Montant \$	Augmentation ou diminution en tant que pourcentage des budgets des dépenses à ce jour	Justification
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 30a – Besoin en matière de rémunération	850 000 000 \$	141,7	Versement des indemnités de départ accumulées
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 5a – Dépenses en capital	208 112 745 \$	72,0	Rénovation des édifices de la Cité parlementaire
Énergie atomique du Canada limitée	Crédit 15a – Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	166 200 000 \$	162,7	Besoins de fonctionnement
Agence canadienne de développement international	Crédit 30a – Subventions et contributions	161 632 200 \$	5,5	Engagements relativement à l'Accord de Copenhague
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10a – Subventions et contributions	156 470 867 \$	2,4	Règlement des revendications particulières et autres paiements de transfert
VIA Rail Canada Inc.	Crédit 60a – Paiements à VIA Rail Canada Inc.	89 500 000 \$	29,2	Besoins en matière de pensions et améliorations apportées aux immobilisations
Industrie	Crédit 10a – Subventions et contributions	49 419 246 \$	6,8	Programmes d'innovation, Perimeter Institute, compétences pour les jeunes
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1a – Dépenses de fonctionnement	39 755 035 \$	6,4	Programmes de gestion des risques pour les entreprises agricoles
Industrie	Crédit 1a – Dépenses de fonctionnement	33 361 071 \$	10,4	Recettes provenant de contributions remboursables et de redevances de la propriété intellectuelle
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1a – Dépenses de fonctionnement	29 040 139 \$	1,5	Rénovation des édifices de la Cité parlementaire

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Nouveaux crédits et autorisations législatives inscrits dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Modifications apportées à la structure gouvernementale et nouvelles autorisations demandées

L'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* confère le pouvoir d'engager des dépenses à l'égard de transferts relatifs aux attributions, ou à la responsabilité à l'égard d'un secteur de l'administration publique fédérale, quant aux décrets établis en vertu de l'article 2 de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*. Conformément à l'article 31.1, les sommes affectées, mais non engagées, liées au transfert d'attributions sont réputées avoir été affectées au ministère auquel les attributions ont été transférées.

Les crédits réputés avoir été affectés au ministère obtenant les attributions sont établis en fonction de la nature des crédits du ministère ayant transféré les attributions. Ces crédits affectés peuvent comprendre des dépenses de fonctionnement, des dépenses de programme, des dépenses en capital, des subventions et contributions ou d'autres crédits, établis selon la nature des crédits du ministère ayant transféré les attributions.

La complexité du calcul des sommes affectées mais non engagées dépend de la nature des attributions transférées. Si le montant total de ces sommes a été établi à temps pour être inclus dans un budget supplémentaire des dépenses, on en tiendra compte dans le rajustement des montants des crédits précédents des ministères touchés. À la fin de l'exercice, les Comptes publics du Canada rendront compte de la disponibilité et de l'utilisation des crédits réputés avoir été affectés.

Modifications apportées à la structure gouvernementale indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Structure

Affaires indiennes et du Nord canadien – En vertu du décret P.C. 2012-0286, la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale qui fait partie du ministère du Patrimoine canadien et qui est connu sous le nom d'Unité des programmes pour les jeunes et les communautés autochtones vivant en milieu urbain a été transférée au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien à compter du 1^{er} avril 2012.

Modifications apportées aux crédits votés et aux postes législatifs indiqués dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Les nouveaux crédits ainsi que les modifications au libellé de crédit sont présentés dans le sommaire du portefeuille de l'organisation. Les numéros de crédits ou (L) pour les postes législatifs sont soulignés pour indiquer une nouvelle autorité et le texte est souligné pour indiquer la modification au libellé de crédit.

Les organisations suivantes demandent de nouveaux crédits votés :

Nouveaux crédits

- Il n'y a aucun nouveau crédit demandé.

L'organisation suivante demande des modifications au libellé des crédits votés :

Modifications au libellé de crédit

- Santé (crédit 10a)

De nouvelles autorisations législatives ont été inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Nouvelles autorisations législatives

- Agriculture et Agroalimentaire – Paiements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance
- Industrie – Contributions en vertu du Programme d'infrastructure du savoir

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaires des dépenses

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d'une entente formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l'atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans les budgets supplémentaires des dépenses de l'année financière en cours. Il s'agit d'une vue d'ensemble des initiatives horizontales relatives aux budgets supplémentaires des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds destinés aux engagements financiers accélérés du Canada relativement à l'Accord de Copenhague qui répond aux besoins d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques des pays en voie de développement

L'Accord de Copenhague a mis en place la feuille de route d'un système pour l'après-2012 en matière de changements climatiques. Cet accord comportait un engagement de la part des pays développés de fournir du financement aux pays en voie de développement pour des mesures d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques. Ce financement appuiera des initiatives ayant comme principaux objectifs les suivants : contribuer à aider les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables à s'adapter aux effets des changements climatiques auxquels elles sont confrontées actuellement; augmenter la disponibilité de l'énergie propre dans les pays en développement; améliorer la gestion des ressources forestières et agricoles dans les pays en développement, notamment la protection des forêts denses et des aires protégées.

Affaires étrangères et Commerce international	5 000
Agence canadienne de développement international	171 067
Agence Parcs Canada	1 500
Environnement	24 850
Total	202 417

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

Les présents fonds seront utilisés pour appuyer les campagnes et les activités de publicité visant à informer la population canadienne au sujet des divers programmes et services gouvernementaux.

Affaires étrangères et Commerce international	5 000
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	250
Citoyenneté et Immigration	5 500
Finances	16 000
Patrimoine canadien	1 250
Ressources humaines et Développement des compétences	13 000
Ressources naturelles	5 000
Santé	5 000
Total	51 000

Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de cybersécurité afin de protéger l'infrastructure numérique

Ces fonds fourniront un soutien dans le cadre de la Stratégie du Canada en matière de cybersécurité (SCCS) qui vise à répondre au besoin d'une approche pangouvernementale face aux nouvelles menaces. Les trois objectifs de la stratégie sont d'améliorer la capacité du gouvernement de protéger ses propres systèmes et sa propre infrastructure de technologie de l'information, de créer des partenariats entre le gouvernement et le secteur privé, les milieux universitaires, les provinces et territoires, les alliés à l'échelle internationale et les citoyens canadiens, et de sensibiliser davantage les Canadiens aux menaces qui existent dans le cyberespace.

Centre de la sécurité des télécommunications	12 494
Secrétariat du Conseil du Trésor	4 627
Sécurité publique et Protection civile	2 965
Services partagés Canada	10 847
Total	30 933

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour appuyer les examens réglementaires et moderniser le système réglementaire ayant trait aux grands projets de ressources

Ces fonds appuient l'Initiative du Bureau de gestion des grands projets pour permettre d'efficaces examens réglementaires des grands projets de ressources et faire progresser les efforts pangouvernementaux visant à moderniser le système réglementaire ayant trait aux grands projets de ressources.

Affaires indiennes et du Nord canadien	1 409
Agence canadienne d'évaluation environnementale	6 515
Pêches et Océans	5 882
Ressources naturelles	3 431
Transports	2 858
Total	20 095

Fonds pour moderniser l'inspection de la salubrité des aliments au Canada

Ces fonds permettront d'améliorer la salubrité des aliments au Canada en modernisant le système d'inspection, en renforçant la capacité de laboratoire, et en améliorant l'infrastructure de gestion de l'information et des technologies.

Agence canadienne d'inspection des aliments	9 851
Santé	506
Total	10 357

Fonds pour assurer la viabilité et l'entretien du port de Churchill au Manitoba

En raison d'une modification législative, la Commission canadienne du blé disposera d'une part de marché réduite et expédiera moins de blé par Churchill, au Manitoba. Cette initiative permettra de maintenir les quantités de grains transportées par le port et de garder le port en état pour créer de futures occasions d'affaires. Le Programme d'utilisation du Port de Churchill du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire est un programme de subventions sur cinq ans qui offrira aux sociétés céréalières un incitatif économique pour transporter les grains par le Port de Churchill. Le Programme de financement de Churchill du ministère des Transports est un programme de contributions sur trois ans visant à financer l'entretien et d'autres projets connexes pour soutenir les activités du port.

Agriculture et Agroalimentaire	4 600
Transports	1 000
Total	5 600

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour fournir les services fédéraux essentiels à la tenue des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015

Les Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 auront lieu à Toronto (Ontario) et dans les municipalités environnantes. Ces fonds permettront d'appuyer des services fédéraux essentiels, notamment la sécurité et la planification de la sécurité, le soutien de la gestion des urgences et de la coordination, le traitement des personnes et des marchandises qui entrent au Canada, la santé publique et le soutien à la sécurité, la gestion du spectre radioélectrique et les services météorologiques.

Agence des services frontaliers du Canada	79
Citoyenneté et Immigration	583
Environnement	1 826
Gendarmerie royale du Canada	208
Santé	26
Transports	693
Total	3 415
GRAND TOTAL	323 817

Tableaux sommaires

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires et non budgétaires incluses dans les budgets des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2012-2013

Ce tableau présente les budgets des dépenses publiés précédemment et les montants demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. Il fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et postes législatifs.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministères, organisme ou société d'État	Dépenses budgétaires		
	<i>Budgets des dépenses précédents</i>	<i>Affectations permanentes des crédits centraux du CT</i>	<i>Total – Budgets des dépenses à ce jour</i>
	\$	\$	\$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL			
Ministère	2 582 131 547	.....	2 582 131 547
Corporation commerciale canadienne.....	15 481 540	.....	15 481 540
Agence canadienne de développement international.....	3 411 393 223	.....	3 411 393 223
Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	500 000	.....	500 000
Centre de recherches pour le développement international.....	241 432 539	.....	241 432 539
Commission mixte internationale (section canadienne).....	6 675 802	.....	6 675 802
Commission de la capitale nationale	124 870 834	.....	124 870 834
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			
Ministère	7 757 769 676	.....	7 757 769 676
Commission canadienne des affaires polaires	1 254 544	.....	1 254 544
Institut de la statistique des Premières nations	5 000 000	.....	5 000 000
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens.....	7 704 000	.....	7 704 000
Greffé du Tribunal des revendications particulières.....	2 847 056	.....	2 847 056
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC			
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE			
Ministère	307 460 890	.....	307 460 890
Société d'expansion du Cap-Breton.....	57 268 000	.....	57 268 000
AGENCE DU REVENU DU CANADA	4 374 951 936	.....	4 374 951 936
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère	2 418 594 423	.....	2 418 594 423
Commission canadienne du lait	3 935 119	.....	3 935 119
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	685 537 572	.....	685 537 572
Commission canadienne des grains	5 452 010	.....	5 452 010
ANCIENS COMBATTANTS			
Ministère	3 568 014 791	.....	3 568 014 791
Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	11 501 429	.....	11 501 429
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
Ministère	1 545 476 223	.....	1 545 476 223
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	145 654 987	.....	145 654 987
CONSEIL DU TRÉSOR			
Secrétariat	5 685 174 258	.....	5 685 174 258
École de la fonction publique du Canada	101 095 613	.....	101 095 613
Commissariat au lobbying	4 628 368	.....	4 628 368
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 656 072	.....	5 656 072
CONSEIL PRIVÉ			
Ministère	126 767 388	.....	126 767 388
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	6 614 729	.....	6 614 729
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	30 053 968	.....	30 053 968
Directeur général des élections	144 158 269	.....	144 158 269
Commissariat aux langues officielles	20 611 145	.....	20 611 145
Secrétariat de la Commission des nominations publiques.....	1 067 672	.....	1 067 672
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité.....	2 534 048	.....	2 534 048
DÉFENSE NATIONALE			
Ministère	19 799 128 095	.....	19 799 128 095
Comité des griefs des Forces canadiennes.....	6 672 105	.....	6 672 105
Centre de la sécurité des télécommunications	387 007 953	.....	387 007 953
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	4 573 720	.....	4 573 720
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	2 104 596	.....	2 104 596
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	176 306 756	.....	176 306 756
ENVIRONNEMENT			
Ministère	972 700 109	.....	972 700 109
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	17 025 198	.....	17 025 198
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	5 240 430	.....	5 240 430
Agence Parcs Canada.....	648 228 197	.....	648 228 197

	Dépenses budgétaires				Autorisations non budgétaires (prêts, donations en capital et avances)			
	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Dépenses budgétaires à ce jour	Budgets des dépenses précédents	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Dépenses non budgétaires à ce jour
	Transferts	Crédits à voter	Autorisations législatives			Crédits à voter	Autorisations législatives	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
10 478 200	33 900 001	.....	2 626 509 748	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	15 481 540	.....	.....	.....	.....
(9 367 800)	171 067 253	.....	3 573 092 676	83 307 439	.....	.....	83 307 439
.....	.....	.....	500 000	(145 800 000)	.....	.....	(145 800 000)
.....	.....	.....	241 432 539	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	6 675 802	.....	.....	.....	.....
685 000	1	.....	125 555 835	.....	.....	.....	.....
(1 038 966)	160 344 706	.....	7 917 075 416	78 603 000	.....	.....	78 603 000
.....	.....	.....	1 254 544	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	5 000 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	7 704 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	2 847 056	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	300 751 431	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	307 460 890	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	57 268 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	4 374 951 936	.....	.....	.....	.....
(23 138 361)	65 853 396	110 800 000	2 572 109 458	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	3 935 119	.....	.....	.....	.....
12 690 761	9 850 138	.....	708 078 471	.....	.....	.....	.....
.....	26 796 227	.....	32 248 237	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	3 568 014 791	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	11 501 429	.....	.....	.....	.....
(650 000)	9 179 674	.....	1 554 005 897	1	.....	.....	1
(291 764)	.....	.....	145 363 223	.....	.....	.....	.....
59 541	862 425 477	.....	6 547 659 276	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	101 095 613	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	4 628 368	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	5 656 072	.....	.....	.....	.....
.....	1 320 111	.....	128 087 499	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	6 614 729	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	30 053 968	.....	.....	.....	.....
.....	.....	(7 935 636)	136 222 633	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	20 611 145	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1 067 672	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	2 534 048	.....	.....	.....	.....
(13 884 261)	2	.....	19 785 243 836	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	6 672 105	.....	.....	.....	.....
3 904 161	12 494 387	.....	403 406 501	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	4 573 720	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	2 104 596	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	176 306 756	.....	.....	.....	.....
.....	31 822 476	.....	1 004 522 585	.....	.....	.....	.....
.....	12 617 050	.....	29 642 248	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	5 240 430	.....	.....	.....	.....
.....	1 500 000	.....	649 728 197	.....	.....	.....	.....

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministères, organisme ou société d'État	Dépenses budgétaires		
	Budgets des dépenses précédents	Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	\$	\$	\$
FINANCES			
Ministère	85 385 604 879	.....	85 385 604 879
Vérificateur général	84 323 221	.....	84 323 221
Tribunal canadien du commerce extérieur.....	9 895 292	.....	9 895 292
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	52 230 244	.....	52 230 244
Bureau du surintendant des institutions financières.....	909 369	.....	909 369
PPP Canada Inc.....	287 700 000	.....	287 700 000
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	19 783 369	.....	19 783 369
INDUSTRIE			
Ministère	1 305 274 060	.....	1 305 274 060
Agence spatiale canadienne	363 244 831	.....	363 244 831
Commission canadienne du tourisme	72 032 802	.....	72 032 802
Commission du droit d'auteur	3 118 008	.....	3 118 008
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	218 810 587	.....	218 810 587
Conseil national de recherches du Canada.....	700 511 537	.....	700 511 537
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 046 605 320	.....	1 046 605 320
Greffé du Tribunal de la concurrence	2 326 003	.....	2 326 003
Conseil de recherches en sciences humaines.....	688 153 011	.....	688 153 011
Conseil canadien des normes.....	7 629 000	.....	7 629 000
Statistique Canada.....	454 681 353	.....	454 681 353
JUSTICE			
Ministère	694 558 705	.....	694 558 705
Commission canadienne des droits de la personne.....	23 086 498	.....	23 086 498
Tribunal canadien des droits de la personne.....	4 510 620	.....	4 510 620
Commissaire à la magistrature fédérale.....	484 978 148	.....	484 978 148
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	64 829 782	.....	64 829 782
Bureau du directeur des poursuites pénales	174 255 151	.....	174 255 151
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	36 313 667	.....	36 313 667
Cour suprême du Canada.....	29 816 858	.....	29 816 858
PARLEMENT			
Sénat.....	92 215 846	.....	92 215 846
Chambre des communes	445 935 033	.....	445 935 033
Bibliothèque du Parlement.....	42 631 056	.....	42 631 056
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	7 132 288	.....	7 132 288
Conseiller sénatorial en éthique	807 297	.....	807 297
PATRIMOINE CANADIEN			
Ministère	1 241 126 732	.....	1 241 126 732
Conseil des Arts du Canada	181 760 816	.....	181 760 816
Société Radio-Canada.....	1 074 319 060	.....	1 074 319 060
Musée canadien des droits de la personne	10 000 000	.....	10 000 000
Musée canadien des civilisations.....	62 453 730	.....	62 453 730
Musée canadien de l'immigration du Quai 21.....	9 950 000	.....	9 950 000
Musée canadien de la nature.....	33 134 904	.....	33 134 904
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	10 627 691	.....	10 627 691
Bibliothèque et Archives du Canada.....	117 743 529	.....	117 743 529
Société du Centre national des Arts.....	35 631 174	.....	35 631 174
Commission des champs de bataille nationaux	9 244 466	.....	9 244 466
Office national du film.....	66 782 204	.....	66 782 204
Musée des beaux-arts du Canada.....	48 206 120	.....	48 206 120
Musée national des sciences et de la technologie	28 931 340	.....	28 931 340
Commission de la fonction publique	92 712 454	.....	92 712 454
Commission des relations de travail dans la fonction publique.....	13 732 067	.....	13 732 067
Tribunal de la dotation de la fonction publique.....	5 426 302	.....	5 426 302
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	1 834 080	.....	1 834 080
Téléfilm Canada.....	105 667 144	.....	105 667 144
PÊCHES ET OCÉANS	1 665 807 049	.....	1 665 807 049

	Dépenses budgétaires				Autorisations non budgétaires (prêts, donations en capital et avances)			
	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Dépenses budgétaires à ce jour	Budgets des dépenses précédents	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Dépenses non budgétaires à ce jour
	Transferts	Crédits à voter	Autorisations législatives			Crédits à voter	Autorisations législatives	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
.....	12 800 000	.....	85 398 404 879	20 610 642	.....	.....	20 610 642
.....	.....	.....	84 323 221	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	9 895 292	.....	.....	.....	.....
(74 931)	1 888 300	.....	54 043 613	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	909 369	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	287 700 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	19 783 369	.....	.....	.....	.....
(639 541)	84 008 196	52 459 600	1 441 102 315	800 000	.....	.....	800 000
(30 000)	160 415	.....	363 375 246	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	72 032 802	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	3 118 008	.....	.....	.....	.....
.....	5 000 000	.....	223 810 587	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	700 511 537	.....	.....	.....	.....
(762 953)	10 793 350	.....	1 056 635 717	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	2 326 003	.....	.....	.....	.....
524 154	2	.....	688 677 167	.....	.....	.....	.....
.....	2 100 000	.....	9 729 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	454 681 353	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	694 558 705	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	23 086 498	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	4 510 620	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	484 978 148	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	64 829 782	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	174 255 151	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	36 313 667	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	29 816 858	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	92 215 846	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	445 935 033	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	42 631 056	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	7 132 288	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	807 297	.....	.....	.....	.....
(793 603)	1 250 001	.....	1 241 583 130	.....	.....	.....	.....
127 000	1	.....	181 887 817	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1 074 319 060	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	10 000 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	62 453 730	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	9 950 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	33 134 904	.....	.....	.....	.....
700 000	1	.....	11 327 692	.....	.....	.....	.....
222 902	1	.....	117 966 432	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	35 631 174	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	9 244 466	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	66 782 204	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	48 206 120	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	28 931 340	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	92 712 454	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	13 732 067	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	5 426 302	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1 834 080	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	105 667 144	.....	.....	.....	.....
(35 000)	6 006 828	.....	1 671 778 877	.....	.....	.....	.....

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministères, organisme ou société d'État	Dépenses budgétaires		
	<i>Budgets des dépenses précédents</i>	<i>Affectations permanentes des crédits centraux du CT</i>	<i>Total – Budgets des dépenses à ce jour</i>
	\$	\$	\$
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES			
Ministère	47 647 976 655	.....	47 647 976 655
Conseil canadien des relations industrielles	12 993 896	.....	12 993 896
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	2 139 812 000	.....	2 139 812 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs.....	2 059 543	.....	2 059 543
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	4 984 002	.....	4 984 002
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	29 421 778	.....	29 421 778
RESSOURCES NATURELLES			
Ministère	2 811 857 207	.....	2 811 857 207
Énergie atomique du Canada limitée	376 695 095	.....	376 695 095
Commission canadienne de sûreté nucléaire	123 828 943	.....	123 828 943
Office national de l'énergie	59 087 083	.....	59 087 083
Administration du pipe-line du Nord.....	3 225 320	.....	3 225 320
SANTÉ			
Ministère	3 347 801 110	.....	3 347 801 110
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	10 540 554	.....	10 540 554
Instituts de recherche en santé du Canada	977 943 365	.....	977 943 365
Agence canadienne de développement économique du Nord	51 151 277	.....	51 151 277
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	4 522 751	.....	4 522 751
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	11 832 395	.....	11 832 395
Agence de la santé publique du Canada	616 481 573	.....	616 481 573
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Ministère	432 745 113	.....	432 745 113
Agence des services frontaliers du Canada.....	1 776 020 276	.....	1 776 020 276
Service canadien du renseignement de sécurité.....	520 590 511	.....	520 590 511
Service correctionnel du Canada	3 026 031 206	.....	3 026 031 206
Commission nationale des libérations conditionnelles	51 488 613	.....	51 488 613
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....	4 663 451	.....	4 663 451
Gendarmerie royale du Canada.....	2 553 709 628	.....	2 553 709 628
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	938 724	.....	938 724
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	5 400 474	.....	5 400 474
TRANSPORTS			
Ministère	2 072 411 559	.....	2 072 411 559
Société canadienne des postes	22 210 000	.....	22 210 000
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	576 397 810	.....	576 397 810
Office des transports du Canada	27 279 376	.....	27 279 376
La Société des ponts fédéraux limitée	14 983 000	.....	14 983 000
Marine Atlantique S.C.C.	185 376 000	.....	185 376 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	5 105 563 497	.....	5 105 563 497
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	150 363 000	.....	150 363 000
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	1 411 776	.....	1 411 776
VIA Rail Canada Inc.....	306 490 000	.....	306 490 000
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX			
Ministère	2 364 254 603	.....	2 364 254 603
Société du Vieux-Port de Montréal inc.....	25 173 000	.....	25 173 000
Services partagés Canada.....	1 474 115 798	.....	1 474 115 798
Compte des opérations de l'assurance-emploi.....	19 618 314 602	.....	19 618 314 602
Total	251 896 149 522	.....	251 896 149 522

	Dépenses budgétaires				Autorisations non budgétaires (prêts, donations en capital et avances)			
	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Dépenses budgétaires à ce jour	Budgets des dépenses précédents	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Dépenses non budgétaires à ce jour
	Transferts	Crédits à voter	Autorisations législatives			Crédits à voter	Autorisations législatives	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
497 000	13 000 001	.....	47 661 473 656	809 592 184	.....	.....	809 592 184
.....	.....	.....	12 993 896	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	2 139 812 000	(2 769 596 000)	.....	.....	(2 769 596 000)
.....	.....	.....	2 059 543	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	4 984 002	.....	.....	.....	.....
.....	250 000	.....	29 671 778	.....	.....	.....	.....
8 694 816	2	.....	2 820 552 025	.....	.....	.....	.....
.....	166 200 000	.....	542 895 095	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	123 828 943	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	59 087 083	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	3 225 320	.....	.....	.....	.....
8 629 226	15 531 134	.....	3 371 961 470	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	10 540 554	.....	.....	.....	.....
610 000	1	.....	978 553 366	.....	.....	.....	.....
(15 914)	.....	.....	51 135 363	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	4 522 751	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	11 832 395	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	616 481 573	.....	.....	.....	.....
(41 692 856)	3 905 456	.....	394 957 713	.....	.....	.....	.....
2 350 000	16 580 208	.....	1 794 950 484	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	520 590 511	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	3 026 031 206	.....	.....	.....	.....
(97 199)	.....	.....	51 391 414	.....	.....	.....	.....
(9 448)	.....	.....	4 654 003	.....	.....	.....	.....
38 012 542	1	.....	2 591 722 171	.....	.....	.....	.....
706 951	1	.....	1 645 676	.....	.....	.....	.....
(19 200)	2 660 673	.....	8 041 947	.....	.....	.....	.....
(4 299 651)	20 850 004	.....	2 088 961 912	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	22 210 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	576 397 810	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	27 279 376	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	14 983 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	185 376 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	5 105 563 497	.....	.....	.....	.....
(7 905 000)	.....	.....	142 458 000	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1 411 776	.....	.....	.....	.....
.....	89 500 000	.....	395 990 000	.....	.....	.....	.....
(5 704 647)	242 857 531	.....	2 601 407 487	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	25 173 000	.....	.....	.....	.....
21 558 841	10 846 829	.....	1 506 521 468	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	19 618 314 602	.....	.....	.....	.....
.....	2 105 359 835	155 323 964	254 156 833 321	(1 922 482 734)	.....	.....	(1 922 482 734)

* Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2012-2013

Budgets des dépenses précédents :

Budget principal des dépenses

Présent budget supplémentaire des dépenses

Total des budgets des dépenses à ce jour

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires		
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$
91 948 055 039	159 948 094 483	251 896 149 522	79 403 004	(2 001 885 738)	(1 922 482 734)
2 105 359 835	155 323 964	2 260 683 799	.....	.....	.....
94 053 414 874	160 103 418 447	254 156 833 321	79 403 004	(2 001 885 738)	(1 922 482 734)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, du personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 332 183 796	8 500 270	22 900 000	1 363 584 066
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	199 241 160	2 277 930	1	201 519 091

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, du Programme de lutte contre la drogue en Afghanistan, du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, sous forme de paiements monétaires ou sous forme de produits ou de services; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2011	848 276 509	(300 000)	11 000 000	858 976 509
15 Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera	50 779 000	.....	.....	50 779 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 590 495	.....	.....	83 590 495
(L) Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8))	67 653 555	.....	.....	67 653 555
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985), ch. D-2)	250 000	.....	.....	250 000
Total des dépenses budgétaires	2 582 131 547	10 478 200	33 900 001	2 626 509 748
Corporation commerciale canadienne				
20 Versements à la Corporation commerciale canadienne	15 481 540	.....	.....	15 481 540
Total des dépenses budgétaires	15 481 540	.....	.....	15 481 540

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Agence canadienne de développement international					
25a	Dépenses de fonctionnement et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : (i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition.....	184 095 052	.....	67 253	184 162 305
30a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements monétaires et de fourniture de biens ou services.....	2 953 604 019	(9 367 800)	171 000 000	3 115 236 219
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	24 962 636	.....	.....	24 962 636
(L)	Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	248 654 000	.....	.....	248 654 000
	Total des dépenses budgétaires	3 411 393 223	(9 367 800)	171 067 253	3 573 092 676
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)					
(L)	Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch. 33)	500 000	.....	.....	500 000
	Total des dépenses budgétaires	500 000	.....	.....	500 000

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Centre de recherches pour le développement international					
45	Versements au Centre de recherches pour le développement international.....	241 432 539	.....	.....	241 432 539
	Total des dépenses budgétaires	241 432 539	.....	.....	241 432 539
Commission mixte internationale (section canadienne)					
50	Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.....	6 044 117	.....	.....	6 044 117
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	631 685	.....	.....	631 685
	Total des dépenses budgétaires	6 675 802	.....	.....	6 675 802
Commission de la capitale nationale					
55a	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	92 330 834	685 000	1	93 015 835
60	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital.....	32 540 000	.....	.....	32 540 000
	Total des dépenses budgétaires	124 870 834	685 000	1	125 555 835

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
Agence canadienne de développement international				
L35 Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 246 114 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	1	.....	.....	1
L40 Conformément à l'alinéa 3c) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, en ce qui concerne la participation à l'augmentation générale du capital des institutions financières internationales en vue de surmonter la crise économique mondiale et de répondre aux besoins à long terme de développement en Afrique, dans les Amériques, en Asie et dans les Caraïbes, ne doit pas être supérieur, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2012 et se terminant le 31 mars 2013, à 82 176 248 \$US, soit un montant équivalent à 83 307 437 \$CAN.....	1	.....	.....	1
(L) Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales – Souscription au capital....	83 307 437	.....	.....	83 307 437
Total des autorisations non budgétaires.....	83 307 439	.....	.....	83 307 439
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)				
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch. 33)	(145 800 000)	.....	.....	(145 800 000)
Total des autorisations non budgétaires.....	(145 800 000)	.....	.....	(145 800 000)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour soutenir l'engagement du Canada en Afghanistan de 2011 à 2014.....	14 900	.....	6 000	20 900
Fonds destinés aux engagements financiers accélérés du Canada relativement à l'Accord de Copenhague qui répond aux besoins d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques des pays en voie de développement (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	.....	5 000	5 000
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	5 000	.....	.....	5 000
Fonds pour les coûts supplémentaires liés aux litiges en matière d'affaires consulaires et de sécurité.....	1 700	.....	.....	1 700
Fonds pour appuyer le Canada en tant que pays hôte de l'Organisation de l'aviation civile internationale à Montréal.....	1 300	.....	.....	1 300
Total des crédits à adopter	22 900	.....	11 000	33 900
Transferts				
Transferts de 9 367 800 \$ de l'Agence canadienne de développement international (crédit 30), de 699 600 \$ de la Défense nationale (crédit 1), de 600 100 \$ d'Agriculture et Agroalimentaire (crédit 1), de 328 200 \$ de Sécurité publique et Protection civile (crédit 1) et de 167 500 \$ de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (crédit 20) – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	8 200	2 963	.....	11 163
Réaffectation des ressources à l'interne de 300 000 \$ – Pour financer des activités de programme conformes aux objectifs du Fonds international pour l'Arctique du Canada, anciennement appelé le « Fonds pour le volet nordique », y compris les exigences en matière d'évaluation et de vérification.....	300	.....	(300)	.....
Transfert à la Commission de la capitale nationale – Pour fournir un soutien à la construction d'un Monument national de l'Holocauste pour rendre hommage aux survivants canadiens et aux victimes de l'Holocauste.....	.....	(685)	.....	(685)
Total des transferts	8 500	2 278	(300)	10 478
Présent budget supplémentaire des dépenses	31 400	2 278	10 700	44 378

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme de lutte contre la drogue en Afghanistan.....	6 000 000	.....
Fonds canadiens d'initiatives locales.....	5 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	11 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....</i>	<i>300 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	10 700 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	<u>Crédit 25</u>	<u>Crédit 30</u>	<u>Total</u>
Fonds destinés aux engagements financiers accélérés du Canada relativement à l'Accord de Copenhague qui répond aux besoins d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques des pays en voie de développement (<i>poste horizontal</i>).....	67	171 000	171 067
Transferts			
Transferts à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	.....	(9 368)	(9 368)
Présent budget supplémentaire des dépenses	67	161 632	161 699

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Subventions pour la programmation des partenariats avec les Canadiens : Subventions pour les programmes, les projets et les activités d'aide au développement destinés à appuyer des initiatives liées au développement au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition ou visant à augmenter la sensibilisation, la compréhension et l'engagement des Canadiens à l'égard du développement.....	20 000 000	.....
Montant total brut des subventions	20 000 000	.....
Contributions		
Contributions pour la programmation multilatérale : Contributions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	150 000 000	.....
Contributions pour la programmation bilatérale : Contributions pour l'aide au développement, contributions pour la coopération avec les pays en transition et contributions à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	1 000 000	.....
Montant total brut des contributions	151 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	171 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	9 367 800	.....
Montant net des paiements de transfert	161 632 200	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission de la capitale nationale

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	<u>Crédit 55</u>
Transfert de 685 000 \$ d'Affaires étrangères et Commerce international (crédit 5) – Pour fournir un soutien à la construction d'un Monument national de l'Holocauste pour rendre hommage aux survivants canadiens et aux victimes de l'Holocauste.....	685

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice;			
	b) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	c) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;			
	d) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;			
	e) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de*.....			
	1 166 577 136	(202 355)	3 457 228	1 169 832 009
5a	Dépenses en capital et :			
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....			
	22 372 815	(420 000)	.....	21 952 815

* Conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et au décret C.P. 2012-0286, qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 2012, un montant de 39 481 400 \$ est réputé avoir été affecté au crédit 1 (780 420 \$) et au crédit 10 (38 700 980 \$) d'Affaires indiennes et du Nord canadien, ce qui donne lieu à une diminution des mêmes montants aux crédits 1 et 5 de Patrimoine canadien, *Loi de crédits n° 1 pour 2012-2013*.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de*.....	6 404 124 593	(416 611)	156 887 478	6 560 595 460
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	65 048 793	.....	.....	65 048 793
(L) Ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	75 576 322	.....	.....	75 576 322
(L) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	17 987 000	.....	.....	17 987 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources.....	2 590 501	.....	.....	2 590 501
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités.....	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington.....	15 000	.....	.....	15 000
Total des dépenses budgétaires	7 757 769 676	(1 038 966)	160 344 706	7 917 075 416

* Conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et au décret C.P. 2012-0286, qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 2012, un montant de 39 481 400 \$ est réputé avoir été affecté au crédit 1 (780 420 \$) et au crédit 10 (38 700 980 \$) d'Affaires indiennes et du Nord canadien, ce qui donne lieu à une diminution des mêmes montants aux crédits 1 et 5 de Patrimoine canadien, *Loi de crédits n° 1 pour 2012-2013*.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Commission canadienne des affaires polaires					
25	Dépenses du Programme et contributions.....	1 177 747	.....	.....	1 177 747
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76 797	.....	.....	76 797
	Total des dépenses budgétaires	1 254 544	.....	.....	1 254 544
Institut de la statistique des Premières nations					
30	Paievements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	5 000 000	.....	.....	5 000 000
	Total des dépenses budgétaires	5 000 000	.....	.....	5 000 000
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens					
35	Dépenses du Programme.....	7 440 000	.....	.....	7 440 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	264 000	.....	.....	264 000
	Total des dépenses budgétaires	7 704 000	.....	.....	7 704 000
Greffe du Tribunal des revendications particulières					
40	Dépenses du Programme.....	2 644 830	.....	.....	2 644 830
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	202 226	.....	.....	202 226
	Total des dépenses budgétaires	2 847 056	.....	.....	2 847 056

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	47 403 000	.....	.....	47 403 000
L20	Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	31 200 000	.....	.....	31 200 000
	Total des autorisations non budgétaires.....	78 603 000	.....	.....	78 603 000

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour le règlement des revendications particulières .....	.....	.....	150 000	150 000
Fonds pour le renouvellement et la mise en œuvre des accords sur l'autonomie gouvernementale.....	.....	.....	3 408	3 408
Fonds pour l'Initiative jeunesse du programme Premières nations sur Rescol.....	70	.....	2 500	2 570
Fonds pour le Système de gestion de l'information du Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières nations.....	1 978	.....	.....	1 978
Fonds pour la mise en œuvre et les coûts de l'autonomie gouvernementale de la <i>Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelt*</i>	1 645	1 645
Fonds pour appuyer les examens réglementaires et moderniser le système réglementaire ayant trait aux grands projets de ressources (<i>poste horizontal</i>)	1 409	.....	.....	1 409
Fonds pour l'indemnisation liée au transfert de terre de la Couronne provinciale en conformité avec l'Accord de règlement et d'adhésion de la bande indienne de McLeod Lake au Traité n° 8..	.....	.....	185	185
Montant brut des crédits à adopter	3 457	.....	157 738	161 195
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	850	850
Total des crédits à adopter	3 457	.....	156 888	160 345
Transferts				
Transfert de 630 203 \$ de Santé (crédit 10) – Pour financer les programmes de santé de la bande indienne Sechelt en vertu de la <i>Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelt*</i>	630	630
Transfert de 20 571 \$ de Santé (crédit 10) – Pour les programmes sur l'autonomie gouvernementale des Premières nations du Yukon et pour l'accord de transfert de services de santé .....	.....	.....	21	21
Réaffectation des ressources à l'interne (990 385 \$) – Pour les coûts d'arpentage et les coûts environnementaux liés au règlement de la revendication relative aux droits fonciers issus des traités soumis par la Nation crie de Bigstone	990	.....	(990)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne (420 000 \$) – Pour les coûts liés à la phase de conception de la station de recherche du Canada dans l'Extrême-Arctique.....	.....	(420)	420	.....
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour soutenir l'administration régionale Kativik afin de rationaliser l'exécution des programmes destinés aux jeunes .....	.....	.....	(497)	(497)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Fonds destinés au regroupement de tous les services d'administration de la paye du gouvernement fédéral au centre d'expertise de Miramichi au Nouveau-Brunswick.....	(1 193)	.....	.....	(1 193)
Total des transferts	(203)	(420)	(416)	(1 039)
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 254	(420)	156 472	159 306

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

*Des fonds provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor ont été accordés en vue de financer ce poste. Un sommaire des affectations temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor (www.tbs-sct.gc.ca).

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 850 118 \$ sont disponibles à même le crédit : 465 441 \$ pour la bande indienne Sechelt, dont 390 698 \$ en raison de la conversion des contributions en subventions pour le Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire, les avantages sociaux des employés de bandes et les services administratifs du Registre des Indiens et 74 743 \$ en raison de la diminution des besoins en contributions pour les négociations de revendications; 199 920 \$ des contributions visant à financer l'enseignement postsecondaire dans le cadre des accords sur l'autonomie gouvernementale du Yukon; et 184 757 \$ pour des subventions visant à régler des revendications particulières.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions aux Premières nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada et/ou imposé par le Tribunal des revendications particulières	150 000 000	.....
Paiements aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale.....	3 428 076	.....
Subventions à la Bande indienne Sechelt en vertu de la <i>Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelt</i>	2 275 537	.....
Subventions pour appuyer les bénéficiaires/organismes pour le règlement de revendications particulières et spéciales	184 757	.....
Montant total brut des subventions	155 888 370	.....
<u>Contributions</u>		
Paiements aux Indiens, aux Inuits et aux Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine de l'éducation.....	2 500 000	.....
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord.....	420 000	.....
Montant total brut des contributions	2 920 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	158 808 370	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	850 118	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	1 487 385	.....
Montant net des paiements de transfert	156 470 867	.....

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, de l'administration du Programme Agri-stabilité, et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	620 125 288	(21 498 361)	61 253 396	659 880 323
5	Dépenses en capital.....			
	26 746 894	.....	.....	26 746 894
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	423 115 000	(1 640 000)	4 600 000	426 075 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	75 462 212	.....	.....	75 462 212
(L)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé – Traitement et allocation pour automobile.....			
	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-stabilité			
	500 000 000	.....	.....	500 000 000
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-protection.....			
	410 000 000	.....	.....	410 000 000
(L)	Paiements de subventions pour le programme Agri-investissement			
	131 400 000	.....	.....	131 400 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. (1997), ch. C-34)			
	94 000 000	.....	.....	94 000 000
(L)	Paiements de subventions pour le programme Agri-stabilité			
	90 000 000	.....	.....	90 000 000
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-investissement			
	29 000 000	.....	.....	29 000 000
(L)	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>			
	13 111 013	.....	.....	13 111 013
(L)	Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....			
	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L)	Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine			
	404 500	.....	.....	404 500
(L)	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C. (1985), ch. F-4).....			
	200 000	.....	.....	200 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel			
	(48 000)	.....	.....	(48 000)
(L)	Paiements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....			
	.....	.....	110 800 000	110 800 000
	2 418 594 423	(23 138 361)	176 653 396	2 572 109 458

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Commission canadienne du lait					
15	Dépenses du Programme.....	3 935 119	.....	.....	3 935 119
	Total des dépenses budgétaires	3 935 119	.....	.....	3 935 119
Agence canadienne d'inspection des aliments					
20a	Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	536 868 665	1 649 444	9 178 630	547 696 739
25a	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	14 583 400	11 041 317	671 508	26 296 225
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79 424 507	.....	.....	79 424 507
(L)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	53 161 000	.....	.....	53 161 000
(L)	Paielements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C. (1997), ch. 6)	1 500 000	.....	.....	1 500 000
	Total des dépenses budgétaires	685 537 572	12 690 761	9 850 138	708 078 471
Commission canadienne des grains					
30a	Dépenses du Programme.....	4 829 788	.....	26 796 227	31 626 015
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	622 222	.....	.....	622 222
(L)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	.....	.....	.....	.....
	Total des dépenses budgétaires	5 452 010	.....	26 796 227	32 248 237

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Fonds à l'appui du programme Agri-stabilité pour fournir une aide aux producteurs qui subissent d'importantes pertes de revenus en raison d'une baisse de production, d'une augmentation des coûts ou des conditions de marché.....	30 752	.....	30 752
Fonds à l'appui du programme Agri-investissement pour aider les producteurs à gérer de légères baisses de revenus et soutenir les investissements visant à atténuer les risques ou à améliorer le revenu du marché.....	13 811	.....	13 811
Fonds pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole afin de fournir une aide financière ciblée pour aider les producteurs à reprendre leurs activités agricoles et/ou à atténuer les répercussions résultant d'une catastrophe naturelle....	11 857	.....	11 857
Fonds pour assurer la viabilité et l'entretien du port de Churchill au Manitoba (<i>poste horizontal</i>).....	.....	4 600	4 600
Fonds pour la mise au point d'une solution d'échange d'information en matière de traçabilité afin de rehausser la capacité de mener rapidement des enquêtes précises et efficaces relativement aux incidents zoonositaires.....	3 279	.....	3 279
Fonds à l'appui du programme Agri-protection afin de minimiser l'impact financier sur les producteurs des pertes de production et d'actifs causées par les catastrophes naturelles incontrôlables.....	1 554	.....	1 554
Total des crédits à adopter	61 253	4 600	65 853
Crédits législatifs			
Fonds pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole afin de fournir une aide financière ciblée pour aider les producteurs à reprendre leurs activités agricoles et/ou à atténuer les répercussions résultant d'une catastrophe naturelle....			110 800
Total des rajustements des crédits			176 653
Transferts			
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	(600)	.....	(600)
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour surveiller la propagation du virus de la sharka de la zone de quarantaine de Niagara vers d'autres régions du Canada et d'autres pays et mettre en œuvre des mesures pour réduire la propagation ainsi que faciliter la transition des secteurs des fruits tendres et des pépinières vers la gestion du virus de la sharka.....	(740)	(1 640)	(2 380)
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour appuyer des programmes touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments (Initiative canadienne intégrée de la salubrité des aliments).....	(4 785)	.....	(4 785)
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour mettre au point une solution d'échange d'information en matière de traçabilité afin de rehausser la capacité de mener rapidement des enquêtes précises et efficaces relativement aux incidents zoonositaires.....	(5 693)	.....	(5 693)
Transfert à Santé – Pour protéger et promouvoir la santé tout en étant plus ouvert à l'innovation et aux progrès de l'industrie et intéressé aux enjeux touchant le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Plan d'action en matière de réglementation pour l'agriculture).....	(9 680)	.....	(9 680)
Total des transferts	(21 498)	(1 640)	(23 138)
Présent budget supplémentaire des dépenses	39 755	2 960	153 515

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Versement des subventions pour le programme d'utilisation du port de Churchill	4 600 000	.....
Contributions		
(L) Paiements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	.....	110 800 000
Montant total brut des paiements de transfert	4 600 000	110 800 000
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 640 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	2 960 000	110 800 000

Agence canadienne d'inspection des aliments

<u>Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)</u>			
<u>Crédits à adopter</u>	<u>Crédit 20</u>	<u>Crédit 25</u>	<u>Total</u>
Fonds pour moderniser l'inspection de la salubrité des aliments au Canada (<i>poste horizontal</i>).....	9 179	672	9 851
Transferts			
Transfert de 5 692 931 \$ d'Agriculture et Agroalimentaire (crédit 1) – Pour mettre au point une solution d'échange d'information en matière de traçabilité afin de relever la capacité de mener rapidement des enquêtes précises et efficaces relativement aux incidents zoosanitaires	929	4 764	5 693
Transfert de 4 785 000 \$ d'Agriculture et Agroalimentaire (crédit 1) – Pour appuyer des programmes touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments (Initiative canadienne intégrée de la salubrité des aliments)	4 785	.....	4 785
Transferts de 1 640 000 \$ d'Agriculture et Agroalimentaire (crédit 10) et de 740 330 \$ d'Agriculture et Agroalimentaire (crédit 1) – Pour surveiller la propagation du virus de la sharka de la zone de quarantaine de Niagara vers d'autres régions du Canada et d'autres pays et mettre en œuvre des mesures pour réduire la propagation ainsi que faciliter la transition des secteurs des fruits tendres et des pépinières vers la gestion du virus de la sharka	2 299	81	2 380
Réaffectation des ressources à l'interne (6 196 400 \$) – Pour un projet pilote de système de licences à l'intention des importateurs dans le cadre du Plan d'action pour assurer la sécurité des produits alimentaires et de consommation	(6 196)	6 196	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	(168)	.....	(168)
Total des transferts	1 649	11 041	12 690
Présent budget supplémentaire des dépenses	10 828	11 713	22 541

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Commission canadienne des grains

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	<u>Crédit 30</u>
Fonds pour l'exécution des programmes de base afin d'établir et de maintenir les normes en matière de qualité des grains et de réglementer la manutention du grain de façon à appuyer l'industrie des grains du Canada	26 796

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	524 631 066	(650 000)	9 179 674	533 160 740
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	963 928 536	.....	.....	963 928 536
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56 839 105	.....	.....	56 839 105
(L)	Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	1 545 476 223	(650 000)	9 179 674	1 554 005 897
Commission de l'immigration et du statut de réfugié					
10a	Dépenses du Programme.....	129 188 116	(291 764)	.....	128 896 352
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 466 871	.....	.....	16 466 871
	Total des dépenses budgétaires	145 654 987	(291 764)	.....	145 363 223

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
(L)	Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (non budgétaire)	1	.....	.....	1
	Total des autorisations non budgétaires	1	.....	.....	1

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	5 500
Fonds pour appuyer la réforme du système canadien D'octroi de l'asile (<i>Loi sur des mesures de réforme équitables concernant les réfugiés</i>).....	3 097
Fonds pour fournir les services fédéraux essentiels à la tenue des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 (<i>poste horizontal</i>).....	583
Total des crédits à adopter	9 180
Transferts	
Transfert à l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour financer l'élaboration d'applications et appuyer le Système national de gestion des cas	(650)
Présent budget supplémentaire des dépenses	8 530

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Secrétariat					
1a	Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice et pour d'autres activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	224 182 654	59 541	12 425 477	236 667 672
5	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le Budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit.....	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10	Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	3 193 000	.....	.....	3 193 000
20	Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 277 219 568	.....	.....	2 277 219 568

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
25	Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d’autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l’exercice précédent	1 200 000 000	.....	.....	1 200 000 000
30a	Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d’autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d’emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d’emploi dans l’administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n’ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération	600 000 000	.....	850 000 000	1 450 000 000
33	Report du budget des dépenses en capital – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s’ajoute à d’autres crédits aux fins du report du budget des dépenses en capital de l’exercice précédent	600 000 000	.....	.....	600 000 000
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	30 481 520	.....	.....	30 481 520
(L)	Président du Conseil du Trésor et ministre de l’Initiative fédérale du développement économique pour le Nord de l’Ontario – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (L.R.C. (1970), ch. P-33) ...	20 000	.....	.....	20 000
	Total des dépenses budgétaires	5 685 174 258	59 541	862 425 477	6 547 659 276
École de la fonction publique du Canada					
40	Dépenses du Programme	44 650 030	.....	.....	44 650 030
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	6 445 583	.....	.....	6 445 583
(L)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l’École de la fonction publique du Canada</i>	50 000 000	.....	.....	50 000 000
	Total des dépenses budgétaires	101 095 613	.....	.....	101 095 613
Commissariat au lobbying					
45	Dépenses du Programme	4 193 102	.....	.....	4 193 102
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	435 266	.....	.....	435 266
	Total des dépenses budgétaires	4 628 368	.....	.....	4 628 368
Commissariat à l’intégrité du secteur public					
50	Dépenses du Programme	5 133 000	.....	.....	5 133 000
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	523 072	.....	.....	523 072
	Total des dépenses budgétaires	5 656 072	.....	.....	5 656 072

CONSEIL DU TRÉSOR
Secrétariat

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 30	Total
Besoin en matière de rémunération – Fonds pour des affectations aux ministères et aux organismes admissibles pour le versement des indemnités de départ accumulées.....	.....	850 000	850 000
Fonds pour moderniser les services de ressources humaines des ministères et organismes	7 798	.....	7 798
Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de cybersécurité afin de protéger l'infrastructure numérique (<i>poste horizontal</i>).....	4 627	.....	4 627
Total des crédits à adopter	12 425	850 000	862 425
Transferts			
Transfert de 59 541 \$ d'Industrie (crédit 1) – Pour soutenir le Réseau des jeunes fonctionnaires fédéraux.....	60	.....	60
Présent budget supplémentaire des dépenses	12 485	850 000	862 485

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1a	Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice.....	111 793 073	.....	1 320 111	113 113 184
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 578 036	.....	.....	14 578 036
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	159 731	.....	.....	159 731
(L)	Ministre des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé de la Reine pour le Canada – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État (Réforme démocratique) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Ministre d'État et whip en chef du gouvernement – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
	Total des dépenses budgétaires	126 767 388	.....	1 320 111	128 087 499
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
5	Dépenses du Programme.....	6 144 362	.....	.....	6 144 362
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	470 367	.....	.....	470 367
	Total des dépenses budgétaires	6 614 729	.....	.....	6 614 729
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
10	Dépenses du Programme.....	26 479 048	.....	.....	26 479 048
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 574 920	.....	.....	3 574 920
	Total des dépenses budgétaires	30 053 968	.....	.....	30 053 968

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Directeur général des élections					
15	Dépenses du Programme.....	29 500 855	.....	.....	29 500 855
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 192 150	.....	.....	5 192 150
(L)	Dépenses d'élections.....	102 297 247	.....	(7 935 636)	94 361 611
(L)	Dépenses en vertu de la <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>	6 886 917	.....	.....	6 886 917
(L)	Traitement du Directeur général des élections.....	281 100	.....	.....	281 100
	Total des dépenses budgétaires	144 158 269	.....	(7 935 636)	136 222 633
Commissariat aux langues officielles					
20	Dépenses du Programme.....	18 360 688	.....	.....	18 360 688
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 250 457	.....	.....	2 250 457
	Total des dépenses budgétaires	20 611 145	.....	.....	20 611 145
Secrétariat de la Commission des nominations publiques					
25	Dépenses du Programme.....	945 000	.....	.....	945 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 672	.....	.....	122 672
	Total des dépenses budgétaires	1 067 672	.....	.....	1 067 672
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité					
30	Dépenses du Programme.....	2 240 640	.....	.....	2 240 640
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	293 408	.....	.....	293 408
	Total des dépenses budgétaires	2 534 048	.....	.....	2 534 048

CONSEIL PRIVÉ
Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1
Financement pour le fonctionnement de la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser	1 320

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Directeur général des élections

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits législatifs	Total
Allocations trimestrielles aux partis politiques en vertu de la <i>Loi électorale du Canada</i>	(7 936)

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
(L)Allocations trimestrielles aux partis politiques en vertu de la <i>Loi électorale du Canada</i>	(7 935 636)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 30 449 955 792 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 653 559 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; et autorisation de verser des paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada ou pour l'administration de tels programmes ou de telles ententes, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des				
	dépenses	14 060 633 021	(4 126 261)	1	14 056 506 761
5a	Dépenses en capital.....	4 103 611 138	(9 833 000)	4 093 778 138

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des paiements monétaires ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	265 292 760	75 000	1	265 367 761
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	306 931 127	.....	.....	306 931 127
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	1 057 036 145	.....	.....	1 057 036 145
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L) Ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile.....	77 516	.....	.....	77 516
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	4 492 604	.....	.....	4 492 604
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3)	929 668	.....	.....	929 668
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	46 600	.....	.....	46 600
Total des dépenses budgétaires	19 799 128 095	(13 884 261)	2	19 785 243 836
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	6 062 076	.....	.....	6 062 076
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	610 029	.....	.....	610 029
Total des dépenses budgétaires	6 672 105	.....	.....	6 672 105
Centre de la sécurité des télécommunications				
20a Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , l'autorisation de dépenser au cours de l'exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités de l'organisation, y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	356 290 233	3 904 161	12 494 387	372 688 781
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 717 720	.....	.....	30 717 720
Total des dépenses budgétaires	387 007 953	3 904 161	12 494 387	403 406 501

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
25 Dépenses du Programme.....	4 271 363	.....	.....	4 271 363
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	302 357	.....	.....	302 357
Total des dépenses budgétaires	4 573 720	.....	.....	4 573 720
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications				
30 Dépenses du Programme.....	1 970 519	.....	.....	1 970 519
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	134 077	.....	.....	134 077
Total des dépenses budgétaires	2 104 596	.....	.....	2 104 596

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour les subventions à l'appui du Programme d'engagement de la Défense.....	.....	.....	500	500
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	500	500
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transferts de 297 500 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (crédit 80) et de 140 000 \$ du Conseil de recherches en sciences humaines (crédit 95) – Pour appuyer les chaires de recherches du Canada au Collège militaire royal du Canada	438	.....	.....	438
Transfert de 40 000 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (crédit 80) – Pour appuyer la recherche au Collège militaire royal du Canada grâce au Programme d'appui aux professeurs universitaires.....	40	.....	.....	40
Réaffectation des ressources à l'interne (75 000 \$) – Pour compenser les besoins en matière de programme afin de prolonger d'une année le Programme de subvention désignée de la Conférence des associations de la défense.....	.....	(75)	75	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	(700)	.....	.....	(700)
Transfert au Centre de la sécurité des télécommunications – Pour rembourser le Centre de la sécurité des télécommunications pour le déménagement des employés des locaux de Travaux publics et Services gouvernementaux et accorder des fonds pour lutter contre le passage de clandestins.....	(3 904)	.....	.....	(3 904)
Transfert à Ressources naturelles – Pour la construction du Centre de formation des Forces canadiennes dans l'Arctique à Resolute Bay (Nunavut).....	.....	(9 758)	.....	(9 758)
Total des transferts	(4 126)	(9 833)	75	(13 884)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(4 126)	(9 833)	75	(13 884)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10: Des fonds autorisés totalisant 500 000 \$ sont disponibles à même le crédit aux termes du Programme de subvention du Forum sur la sécurité et la défense. Ce programme a été remplacé par les « Subventions à l'appui du Programme d'engagement de la Défense ».

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions à l'appui du Programme d'engagement de la Défense	500 000	.....
Programme de subvention désignée de la Conférence des associations de la défense.....	75 000	.....
Montant total brut des subventions	575 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	500 000	.....
Montant net des paiements de transfert	75 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Centre de la sécurité des télécommunications

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de cybersécurité afin de protéger l'infrastructure numérique (<i>poste horizontal</i>).....	12 494
Transferts	
Transfert de 3 904 161 \$ de la Défense nationale (crédit 1) – Pour rembourser le Centre de la sécurité des télécommunications pour le déménagement des employés des locaux de Travaux publics et Services gouvernementaux (3 242 161 \$) et accorder des fonds pour lutter contre le passage de clandestins (662 000 \$).....	3 904
Présent budget supplémentaire des dépenses	16 398

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et : a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	713 595 464	.....	5 377 476	718 972 940
5a	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	50 225 400	.....	1 425 000	51 650 400
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, et contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services.....	120 202 353	.....	25 020 000	145 222 353

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	88 599 376	.....	.....	88 599 376
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
Total des dépenses budgétaires	972 700 109	.....	31 822 476	1 004 522 585
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
15a Dépenses du Programme, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	15 248 257	.....	12 617 050	27 865 307
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 776 941	.....	.....	1 776 941
Total des dépenses budgétaires	17 025 198	.....	12 617 050	29 642 248
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
20 Dépenses du Programme.....	4 810 842	.....	.....	4 810 842
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	429 588	.....	.....	429 588
Total des dépenses budgétaires	5 240 430	.....	.....	5 240 430
Agence Parcs Canada				
25a Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières	484 964 993	.....	1 500 000	486 464 993
30 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	500 000	.....	.....	500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	51 763 204	.....	.....	51 763 204
(L) Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	111 000 000	.....	.....	111 000 000
Total des dépenses budgétaires	648 228 197	.....	1 500 000	649 728 197

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds destinés aux engagements financiers accélérés du Canada relativement à l'Accord de Copenhague qui répond aux besoins d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques des pays en voie de développement (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	.....	24 850	24 850
Fonds pour l'Initiative sur les éléments nutritifs des Grands Lacs afin d'appuyer de nouvelles activités de recherche et de surveillance relatives à la qualité de l'eau, à la santé de l'écosystème aquatique et aux algues nuisibles toxiques	4 125	851	170	5 146
Fonds pour fournir les services fédéraux essentiels à la tenue des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 (<i>poste horizontal</i>).....	1 252	574	.....	1 826
Total des crédits à adopter	5 377	1 425	25 020	31 822

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions à l'appui de Changements climatiques et qualité de l'air	18 350 000	.....
Contributions à l'appui de Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	6 500 000	.....
Contributions à l'appui d'Écosystèmes durables	170 000	.....
Total des paiements de transfert	25 020 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds pour appuyer les examens réglementaires et moderniser le système réglementaire ayant trait aux grands projets de ressources (<i>poste horizontal</i>)	6 515
Fonds pour appuyer les consultations auprès des peuples autochtones dans le cadre d'évaluations environnementales de grands projets de développement	6 102
Présent budget supplémentaire des dépenses	12 617

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT
Agence Parcs Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds destinés aux engagements financiers accélérés du Canada relativement à l'Accord de Copenhague qui répond aux besoins d'adaptation et d'atténuation liés aux changements climatiques des pays en voie de développement (<i>poste horizontal</i>).....	1 500

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contribution pour la mise en œuvre des engagements financiers à court terme du Canada relativement à l'Accord de Copenhague	1 500 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice.....	101 790 604	.....	12 800 000	114 590 604
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	215 000 000	.....	.....	215 000 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 143 191	.....	.....	13 143 191
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	28 568 975 000	.....	.....	28 568 975 000
(L)	Intérêt sur la dette non échue	19 703 000 000	.....	.....	19 703 000 000
(L)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	15 422 503 000	.....	.....	15 422 503 000
(L)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	11 859 486 000	.....	.....	11 859 486 000
(L)	Autres frais d'intérêts.....	9 159 000 000	.....	.....	9 159 000 000
(L)	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	3 110 679 940	.....	.....	3 110 679 940
(L)	Paiements à l'Association internationale de développement	441 620 000	.....	.....	441 620 000
(L)	Paiement de péréquation supplémentaire – Nouvelle-Écosse (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	325 779 000	.....	.....	325 779 000
(L)	Transfert visant la réduction des temps d'attente (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	250 000 000	.....	.....	250 000 000
(L)	Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>)	146 059 000	.....	.....	146 059 000
(L)	Achat de la monnaie canadienne.....	120 000 000	.....	.....	120 000 000
(L)	Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i> .	51 200 000	.....	.....	51 200 000

FINANCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 148 628	.....	.....	32 148 628
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(746 180 000)	.....	.....	(746 180 000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(3 388 677 000)	.....	.....	(3 388 677 000)
Total des dépenses budgétaires	85 385 604 879	.....	12 800 000	85 398 404 879
Vérificateur général				
20 Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes obtenues pour compenser les dépenses engagées afin d'assurer pendant l'exercice des services professionnels d'audit aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) ainsi que les audits annuels des états financiers et de gestion et les audits des accords de contribution de l'Organisation internationale du Travail (OIT).....	73 991 868	.....	.....	73 991 868
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 331 353	.....	.....	10 331 353
Total des dépenses budgétaires	84 323 221	.....	.....	84 323 221
Tribunal canadien du commerce extérieur				
25 Dépenses du Programme.....	8 654 867	.....	.....	8 654 867
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 240 425	.....	.....	1 240 425
Total des dépenses budgétaires	9 895 292	.....	.....	9 895 292
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
30a Dépenses du Programme.....	46 532 305	(74 931)	1 888 300	48 345 674
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 697 939	.....	.....	5 697 939
Total des dépenses budgétaires	52 230 244	(74 931)	1 888 300	54 043 613
Bureau du surintendant des institutions financières				
35 Dépenses du Programme.....	909 369	.....	.....	909 369
Total des dépenses budgétaires	909 369	.....	.....	909 369
PPP Canada Inc.				
40 Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	12 700 000	.....	.....	12 700 000
45 Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds PPP Canada	275 000 000	.....	.....	275 000 000
Total des dépenses budgétaires	287 700 000	.....	.....	287 700 000

FINANCES

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
L10 Conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Finances pour l'achat d'actions de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne doit pas excéder 98 141 398 \$US pour la période couvrant les exercices 2011-2012 à 2015-2016	1	.....	.....	1
L15 Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 441 610 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	1	.....	.....	1
(L) Paiement à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	20 610 640	.....	.....	20 610 640
Total des autorisations non budgétaires.....	20 610 642	.....	.....	20 610 642

FINANCES

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	16 000
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 200
Présent budget supplémentaire des dépenses	12 800

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 3 200 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de l'annulation d'une campagne de publicité.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 30
Financement pour les coûts d'hébergement.....	1 888
Transferts	
Transfert à Services partagés Canada – Pour ajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada conformément aux décrets C.P. 2011-0881, C.P. 2011-0877 et C.P. 2011-1297.....	(75)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 813

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	320 477 324	(477 878)	33 838 949	353 838 395
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	7 139 351	588 337	1	7 727 689
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	724 565 325	(750 000)	50 169 246	773 984 571
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 081 266	.....	.....	54 081 266
(L)	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État (Science et technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) – Allocation pour automobile.....	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Ministre d'État (Petite entreprise et tourisme) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36).....	103 467 000	.....	.....	103 467 000
(L)	Subvention à Génome Canada	49 500 000	.....	.....	49 500 000
(L)	Contributions à Génome Canada	25 100 000	.....	.....	25 100 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	10 862 278	.....	.....	10 862 278
(L)	Contributions à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs.....	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L)	Contributions en vertu du Programme d'infrastructure du savoir.....	.....	.....	52 459 600	52 459 600
	Total des dépenses budgétaires	1 305 274 060	(639 541)	136 467 796	1 441 102 315
Agence spatiale canadienne					
25a	Dépenses de fonctionnement	163 079 402	(30 000)	160 415	163 209 817
30	Dépenses en capital.....	152 535 478	.....	.....	152 535 478
35	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	36 597 000	.....	.....	36 597 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 032 951	.....	.....	11 032 951
	Total des dépenses budgétaires	363 244 831	(30 000)	160 415	363 375 246
Commission canadienne du tourisme					
40	Paievements à la Commission canadienne du tourisme ...	72 032 802	.....	.....	72 032 802
	Total des dépenses budgétaires	72 032 802	.....	.....	72 032 802
Commission du droit d'auteur					
45	Dépenses du Programme.....	2 815 245	.....	.....	2 815 245
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	302 763	.....	.....	302 763
	Total des dépenses budgétaires	3 118 008	.....	.....	3 118 008

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
50	Dépenses de fonctionnement	26 588 074	.....	.....	26 588 074
55a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	188 933 760	.....	5 000 000	193 933 760
(L)	Contribution aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 288 753	.....	.....	3 288 753
	Total des dépenses budgétaires	218 810 587	.....	5 000 000	223 810 587
Conseil national de recherches du Canada					
60	Dépenses de fonctionnement	323 633 294	.....	.....	323 633 294
65	Dépenses en capital.....	34 949 000	.....	.....	34 949 000
70	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	169 415 500	.....	.....	169 415 500
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 513 743	.....	.....	40 513 743
(L)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15)	132 000 000	.....	.....	132 000 000
	Total des dépenses budgétaires	700 511 537	.....	.....	700 511 537
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
75a	Dépenses de fonctionnement	42 357 281	.....	1 697 200	44 054 481
80a	Subventions inscrites au Budget des dépenses	998 917 879	(762 953)	9 096 150	1 007 251 076
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 330 160	.....	.....	5 330 160
	Total des dépenses budgétaires	1 046 605 320	(762 953)	10 793 350	1 056 635 717
Greffé du Tribunal de la concurrence					
85	Dépenses du Programme.....	2 160 778	.....	.....	2 160 778
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	165 225	.....	.....	165 225
	Total des dépenses budgétaires	2 326 003	.....	.....	2 326 003
Conseil de recherches en sciences humaines					
90a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	23 513 504	10 000	1	23 523 505
95a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	661 839 242	514 154	1	662 353 397
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 800 265	.....	.....	2 800 265
	Total des dépenses budgétaires	688 153 011	524 154	2	688 677 167
Conseil canadien des normes					
100a	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	7 629 000	.....	2 100 000	9 729 000
	Total des dépenses budgétaires	7 629 000	.....	2 100 000	9 729 000

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
Statistique Canada				
105 Dépenses du Programme, contributions et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....	385 523 131	.....	.....	385 523 131
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	69 158 222	.....	.....	69 158 222
Total des dépenses budgétaires.....	454 681 353	.....	.....	454 681 353

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total des autorisations non budgétaires.....	800 000	.....	.....	800 000

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables pour appuyer les besoins de fonctionnement.....	30 781	.....	.....	30 781
Fonds pour soutenir les investissements stratégiques dans l'innovation dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada et de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense.....	.....	.....	29 390	29 390
Fonds visant à aider les jeunes à acquérir des compétences en matière de technologies de l'information et des communications afin de mieux les préparer à la recherche d'un emploi.....	548	.....	9 479	10 027
Fonds pour soutenir les activités de recherche, d'enseignement et de sensibilisation du Perimeter Institute for Theoretical Physics.....	.....	.....	10 000	10 000
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	2 511	.....	.....	2 511
Fonds pour appuyer les projets de développement économique dans les communautés du Nord de l'Ontario (FedNor).....	.....	.....	1 300	1 300
Total des crédits à adopter	33 840	.....	50 169	84 009
Crédits législatifs				
Fonds pour l'accélération des travaux de réparation et d'entretien dans les établissements d'enseignement postsecondaire (Programme d'infrastructure du savoir).....				52 460
Total des rajustements des crédits				136 469
Transferts				
Transferts de 30 000 \$ de l'Agence spatiale canadienne (crédit 25), de 30 000 \$ de Pêches et Océans (crédit 1), de 30 000 \$ de Ressources naturelles (crédit 1) et de 30 000 \$ de Transports (crédit 1) – Pour la coordination fédérale des systèmes mondiaux de navigation par satellite.....	120	.....	.....	120
Réaffectation des ressources à l'interne (750 000 \$) – Pour soutenir les exigences administratives liées au programme Partenariat technologique Canada.....	750	.....	(750)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne (588 337 \$) – Pour assurer l'entretien du campus de recherche de Shirleys Bay et pour acquérir de l'équipement de surveillance du spectre.....	(588)	588	.....	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour soutenir le Réseau des jeunes fonctionnaires fédéraux.....	(60)	.....	.....	(60)
Transfert au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Pour la tenue d'un Centre de notification des pourriels.....	(700)	.....	.....	(700)
Total des transferts	(478)	588	(750)	(640)
Présent budget supplémentaire des dépenses	33 362	588	49 419	135 829

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
(L) Contributions en vertu du Programme d'infrastructure du savoir.....	.....	52 459 600
Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense.....	29 390 000	.....
Contributions au Perimeter Institute for Theoretical Physics.....	10 000 000	.....
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – Programme d'accès communautaire.....	9 479 246	.....
Contributions en vertu du Programme du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario.....	1 300 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	50 169 246	52 459 600
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....</i>	<i>(750 000)</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	49 419 246	52 459 600

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Agence spatiale canadienne

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 25
Réinvestissement des redevances de la vente de données provenant de RADARSAT-1.....	160
Transferts	
Transfert à Industrie – Pour la coordination fédérale des systèmes mondiaux de navigation par satellite	(30)
Présent budget supplémentaire des dépenses	130

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 55	
Fonds au Royal Conservatory of Music pour la mise en œuvre d'un système normalisé d'administration des tests et des accréditations réalisée en collaboration avec Carnegie Hall, États-Unis		5 000
Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
	Contributions	
Contribution au Royal Conservatory of Music	5 000 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 75	Crédit 80	Total
Financement pour appuyer la recherche sur les changements climatiques et atmosphériques dans les institutions canadiennes postsecondaires	331	6 620	6 951
Financement pour appuyer le Centre d'excellence en recherche Canada-Inde qui vise à établir des liens plus étroits dans le domaine de la recherche entre le Canada et l'Inde	476	2 476	2 952
Financement pour appuyer l'administration du Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche	891	.....	891
Total des crédits à adopter	1 698	9 096	10 794
Transferts			
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer la recherche au Collège militaire royal du Canada grâce au Programme d'appui aux professeurs universitaires .....	.....	(40)	(40)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines et aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire et/ou régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté) .....	.....	(150)	(150)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines et aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer les collèges afin d'accélérer la recherche appliquée dans des domaines où les besoins de l'industrie sont importants (Chaires de recherche industrielle dans les collèges) .....	.....	(275)	(275)
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada .....	.....	(298)	(298)
Total des transferts	.....	(763)	(763)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 698	8 333	10 031

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions et bourses	6 620 000	.....
Réseaux de centres d'excellence	2 476 150	.....
Montant total brut des paiements de transfert	9 096 150	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>762 953</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	8 333 197	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 90	Crédit 95	Total
Fonds pour promouvoir et appuyer la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines.....	.....	100	100
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	100	100
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Total des rajustements des crédits			.....
Transferts			
Transferts de 438 771 \$ de Patrimoine canadien (crédit 5) et de 10 000 \$ de Patrimoine canadien (crédit 1) – Pour des projets de recherche sur l'élaboration de politiques concernant la participation sportive.....	10	439	449
Transfert de 115 494 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (crédit 80) – Pour appuyer les collèges afin d'accélérer la recherche appliquée dans des domaines où les besoins de l'industrie sont importants (Chaires de recherche industrielle dans les collèges).....	.....	115	115
Transfert de 99 959 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (crédit 80) – Pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire et/ou régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté).....	.....	100	100
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	.....	(140)	(140)
Total des transferts	10	514	524
Présent budget supplémentaire des dépenses	10	514	524

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 95 : Des fonds autorisés totalisant 99 959 \$ sont disponible à même le crédit en raison des fonds disponibles visant à promouvoir et à soutenir la recherche dans le domaine des sciences humaines.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions et bourses.....	398 660	.....
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.....	99 959	.....
Chaires de recherche industrielle dans les collèges.....	115 494	.....
Montant total brut des paiements de transfert	614 113	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....	99 959	.....
Montant net des paiements de transfert	514 154	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil canadien des normes

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	<u>Crédit 100</u>
Financement pour moderniser les normes nationales et appuyer la participation canadienne dans le développement des normes internationales	2 100

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an*	179 243 015	(232 902)	1 250 000	180 260 113
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1 038 316 000	(560 701)	1	1 037 755 300
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 473 201	.....	.....	21 473 201
(L)	Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État (Sports) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	1 196 000	.....	.....	1 196 000
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8)..	637 000	.....	.....	637 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents	182 000	.....	.....	182 000
	Total des dépenses budgétaires	1 241 126 732	(793 603)	1 250 001	1 241 583 130

*En vertu de l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et du décret C.P. 2012-286 entré en vigueur le 1^{er} avril 2012, la somme de 39 481 400 \$ est réputée avoir été affectée au crédit 1 (780 420 \$) et crédit 10 (38 700 980 \$) à Affaires indiennes et du Nord canadien, ce qui a pour effet de réduire d'autant le montant des crédits 1 et 5 de Patrimoine canadien, prévus par la *Loi de crédits n° 1* de 2012-2013.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
Conseil des Arts du Canada				
10a Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	181 760 816	127 000	1	181 887 817
Total des dépenses budgétaires	181 760 816	127 000	1	181 887 817
Société Radio-Canada				
15 Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	967 284 060	.....	.....	967 284 060
20 Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	.....	.....	4 000 000
25 Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital.....	103 035 000	.....	.....	103 035 000
Total des dépenses budgétaires	1 074 319 060	.....	.....	1 074 319 060
Musée canadien des droits de la personne				
30 Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	10 000 000	.....	.....	10 000 000
Total des dépenses budgétaires	10 000 000	.....	.....	10 000 000
Musée canadien des civilisations				
35 Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	62 453 730	.....	.....	62 453 730
Total des dépenses budgétaires	62 453 730	.....	.....	62 453 730
Musée canadien de l'immigration du Quai 21				
40 Paiements au Musée canadien de l'immigration du Quai 21 à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	9 950 000	.....	.....	9 950 000
Total des dépenses budgétaires	9 950 000	.....	.....	9 950 000
Musée canadien de la nature				
45 Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	33 134 904	.....	.....	33 134 904
Total des dépenses budgétaires	33 134 904	.....	.....	33 134 904
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
50a Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des Finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	4 316 662	700 000	1	5 016 663
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 311 029	.....	.....	6 311 029
Total des dépenses budgétaires	10 627 691	700 000	1	11 327 692

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Bibliothèque et Archives du Canada					
55a	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	87 115 456	222 902	1	87 338 359
60	Dépenses en capital.....	19 352 500	.....	.....	19 352 500
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 275 573	.....	.....	11 275 573
	Total des dépenses budgétaires	117 743 529	222 902	1	117 966 432
Société du Centre national des Arts					
65	Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement.....	35 631 174	.....	.....	35 631 174
	Total des dépenses budgétaires	35 631 174	.....	.....	35 631 174
Commission des champs de bataille nationaux					
70	Dépenses du Programme.....	7 146 451	.....	.....	7 146 451
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	398 015	.....	.....	398 015
(L)	Dépenses aux termes 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 700 000	.....	.....	1 700 000
	Total des dépenses budgétaires	9 244 466	.....	.....	9 244 466
Office national du film					
75	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	66 782 204	.....	.....	66 782 204
(L)	Fonds renouvelable de l'Office national du film .....	.....	.....	.....	.....
	Total des dépenses budgétaires	66 782 204	.....	.....	66 782 204
Musée des beaux-arts du Canada					
80	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	40 206 120	.....	.....	40 206 120
85	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection et des frais connexes découlant de cette activité.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
	Total des dépenses budgétaires	48 206 120	.....	.....	48 206 120
Musée national des sciences et de la technologie					
90	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	28 931 340	.....	.....	28 931 340
	Total des dépenses budgétaires	28 931 340	.....	.....	28 931 340

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Commission de la fonction publique					
95	Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de produits et services d'évaluation et de counseling et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations.....	79 092 342	.....	.....	79 092 342
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 620 112	.....	.....	13 620 112
	Total des dépenses budgétaires	92 712 454	.....	.....	92 712 454
Commission des relations de travail dans la fonction publique					
100	Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice.....	12 421 310	.....	.....	12 421 310
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 310 757	.....	.....	1 310 757
	Total des dépenses budgétaires	13 732 067	.....	.....	13 732 067
Tribunal de la dotation de la fonction publique					
105	Dépenses du Programme.....	4 811 895	.....	.....	4 811 895
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	614 407	.....	.....	614 407
	Total des dépenses budgétaires	5 426 302	.....	.....	5 426 302
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles					
110	Dépenses du Programme.....	1 644 000	.....	.....	1 644 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	190 080	.....	.....	190 080
	Total des dépenses budgétaires	1 834 080	.....	.....	1 834 080
Téléfilm Canada					
115	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	105 667 144	.....	.....	105 667 144
	Total des dépenses budgétaires	105 667 144	.....	.....	105 667 144

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	1 250	.....	1 250
Transferts			
Transfert de 5 000 \$ de Pêches et Océans (crédit 1) – Pour appuyer le projet « Gaspesian Memories Collection » élaboré par le Comité d'action sociale anglophone.....	.....	5	5
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour soutenir des projets de coopération multilatéraux de langue française, ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone.....	.....	(127)	(127)
Transfert à Bibliothèque et Archives du Canada – Pour l'acquisition et la conservation de films canadiens de long métrage.....	(223)	.....	(223)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour des projets de recherche sur l'élaboration de politiques concernant la participation sportive.....	(10)	(439)	(449)
Total des transferts	(233)	(561)	(794)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 017	(561)	456

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle.....	5 000	.....
Montant total brut des contributions	5 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	565 701	.....
Montant net des paiements de transfert	(560 701)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseil des Arts du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 10
Transfert de 127 000 \$ de Patrimoine canadien (crédit 5) – Pour soutenir des projets de coopération multilatéraux de langue française, ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone.....	127

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 50
Transfert de 700 000 \$ d'Industrie (crédit 1) – Pour la tenue d'un Centre de notification des pourriels.....	700

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bibliothèque et Archives du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 55
Transfert de 222 902 \$ de Patrimoine canadien (crédit 1) – Pour l'acquisition et la conservation de films canadiens de long métrage.....	223

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
1a Dépenses de fonctionnement et :				
a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;				
b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;				
c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations;				
d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 157 765 136	(201 915)	6 006 827	1 163 570 048
5 Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	313 588 752	.....	.....	313 588 752
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	61 785 992	166 915	1	61 952 908
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	132 589 653	.....	.....	132 589 653
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
Total des dépenses budgétaires	1 665 807 049	(35 000)	6 006 828	1 671 778 877

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Fonds pour appuyer les examens réglementaires et moderniser le système réglementaire ayant trait aux grands projets de ressources (<i>poste horizontale</i>)	5 882	.....	5 882
Fonds pour apporter des modifications au Traité sur le saumon du Pacifique qui visent une diminution des limites des prises de saumons du Pacifique afin de répondre aux préoccupations du Canada et des États-Unis quant à la conservation .	92	.....	92
Réinvestissement des recettes versées par des pollueurs ou de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causées par les navires pour les coûts de dépollution à la suite de déversement de pétrole...	33	.....	33
Total des crédits à adopter	6 007	.....	6 007
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne (166 915 \$) – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire)	(167)	167	.....
Transfert à Patrimoine canadien – Pour appuyer le projet « Gaspesian Memories Collection » élaboré par le Comité d'action sociale anglophone	(5)	.....	(5)
Transfert à Industrie – Pour la coordination fédérale des systèmes mondiaux de navigation par satellite	(30)	.....	(30)
Total des transferts	(202)	167	(35)
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 805	167	5 972

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contribution à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques	166 915	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte des opérations de l'assurance-emploi et du Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire;			
	b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent :			
	(i) des services du Secteur des programmes d'accès public,			
	(ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail,			
	(iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral,			
	(iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14 b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État,			
	(v) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ,			
	c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	617 650 296	.....	13 000 000	630 650 296
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses			
	1 761 016 782	497 000	1	1 761 513 783
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	243 910 464	.....	.....	243 910 464
(L)	Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences – Traitement et allocation pour automobile			
	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile			
	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État (Aînés) – Allocation pour automobile			
	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9).....			
	30 574 304 025	.....	.....	30 574 304 025

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	9 003 579 796	.....	.....	9 003 579 796
(L) Prestation universelle pour la garde d'enfants	2 747 000 000	.....	.....	2 747 000 000
(L) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	730 000 000	.....	.....	730 000 000
(L) Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	591 273 970	.....	.....	591 273 970
(L) Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	563 029 953	.....	.....	563 029 953
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	509 078 862	.....	.....	509 078 862
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	91 000 000	.....	.....	91 000 000
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	63 800 000	.....	.....	63 800 000
(L) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité	54 200 000	.....	.....	54 200 000
(L) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	51 600 000	.....	.....	51 600 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	42 000 000	.....	.....	42 000 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	11 330 079	.....	.....	11 330 079
(L) Financement pluriannuel initial à Passeport pour ma réussite Canada afin d'appuyer ses programmes d'intervention précoce communautaires qui aideront les jeunes défavorisés à accéder aux études postsecondaires au Canada	6 000 000	.....	.....	6 000 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	.....	.....	145 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État.....	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	3 824	.....	.....	3 824
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(13 138 428)	.....	.....	(13 138 428)
Total des dépenses budgétaires	47 647 976 655	497 000	13 000 001	47 661 473 656
Conseil canadien des relations industrielles				
10 Dépenses du Programme.....	11 424 279	.....	.....	11 424 279
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 569 617	.....	.....	1 569 617
Total des dépenses budgétaires	12 993 896	.....	.....	12 993 896
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
15 Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 139 812 000	.....	.....	2 139 812 000
Total des dépenses budgétaires	2 139 812 000	.....	.....	2 139 812 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
20 Dépenses du Programme.....	1 878 673	.....	.....	1 878 673
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	180 870	.....	.....	180 870
Total des dépenses budgétaires	2 059 543	.....	.....	2 059 543
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
25 Dépenses du Programme.....	3 853 172	.....	.....	3 853 172
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 130 830	.....	.....	1 130 830
Total des dépenses budgétaires	4 984 002	.....	.....	4 984 002

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme					
30a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	9 246 064	.....	250 000	9 496 064
35	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	18 950 000	.....	.....	18 950 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 225 714	.....	.....	1 225 714
	Total des dépenses budgétaires	29 421 778	.....	250 000	29 671 778

Sommaire du portefeuille – Autorisations non budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
(L)	Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non budgétaire)	809 592 184	.....	.....	809 592 184
	Total des autorisations non budgétaires	809 592 184	.....	.....	809 592 184
Société canadienne d'hypothèques et de logement					
(L)	Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11)(non budgétaire)	(2 769 596 000)	.....	.....	(2 769 596 000)
	Total des autorisations non budgétaires	(2 769 596 000)	.....	.....	(2 769 596 000)

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Total</u>
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	13 000	.....	13 000
Transferts			
Transfert de 497 000 \$ d'Affaires indiennes et du Nord canadien (crédit 10) – Pour soutenir l'administration régionale Kativik afin de rationaliser l'exécution des programmes destinés aux jeunes.....	.....	497	497
Présent budget supplémentaire des dépenses	13 000	497	13 497

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	497 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	<u>Crédit 30</u>
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	250

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère; et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	718 655 062	79 294 916	1	797 949 979
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	6 839 269	9 758 000	1	16 597 270
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	832 277 020	(80 358 100)	.....	751 918 920
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 716 340	.....	.....	59 716 340
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières	987 902 000	.....	.....	987 902 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	135 846 000	.....	.....	135 846 000
(L)	Subvention à la Fondation des technologies du développement durable du Canada	59 338 000	.....	.....	59 338 000
(L)	Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	7 756 000	.....	.....	7 756 000
(L)	Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	3 450 000	.....	.....	3 450 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada .....	.....	.....	.....	.....
	Total des dépenses budgétaires	2 811 857 207	8 694 816	2	2 820 552 025
Énergie atomique du Canada limitée					
15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	102 143 000	.....	166 200 000	268 343 000
(L)	Conformément à l'article 2146 de la <i>Loi sur l'emploi et la croissance</i> , pour la dissolution d'Énergie atomique du Canada limitée	274 552 095	.....	.....	274 552 095
	Total des dépenses budgétaires	376 695 095	.....	166 200 000	542 895 095

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
20	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	29 302 138	.....	.....	29 302 138
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 840 994	.....	.....	3 840 994
(L)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	90 685 811	.....	.....	90 685 811
	Total des dépenses budgétaires	123 828 943	.....	.....	123 828 943
Office national de l'énergie					
25	Dépenses du Programme.....	52 592 572	.....	.....	52 592 572
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 494 511	.....	.....	6 494 511
	Total des dépenses budgétaires	59 087 083	.....	.....	59 087 083
Administration du pipe-line du Nord					
30	Dépenses du Programme.....	3 103 000	.....	.....	3 103 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 320	.....	.....	122 320
	Total des dépenses budgétaires	3 225 320	.....	.....	3 225 320

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour la mise en œuvre de l'Initiative de la région de Port Hope	71 927	.....	1 300	73 227
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontale).....	5 000	.....	.....	5 000
Fonds pour appuyer les examens réglementaires et moderniser le système réglementaire ayant trait aux grands projets de ressources (poste horizontale).....	3 431	.....	.....	3 431
Montant brut des crédits à adopter	80 358	.....	1 300	81 658
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	1 300	1 300
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	80 358	.....	.....	80 358
Total des fonds disponibles	80 358	.....	1 300	81 658
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transfert de 9 758 000 \$ de la Défense nationale (crédit 5) – Pour la construction du Centre de formation des Forces canadiennes dans l'Arctique à Resolute Bay (Nunavut).....	.....	9 758	.....	9 758
Réaffectation des ressources à l'interne (80 358 100 \$) – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	80 358	.....	(80 358)	.....
Transfert à Industrie – Pour la coordination fédérale des systèmes mondiaux de navigation par satellite.....	(30)	.....	.....	(30)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Fonds destinés au regroupement de tous les services d'administration de la paye du gouvernement fédéral au centre d'expertise de Miramichi au Nouveau-Brunswick.....	(1 033)	.....	.....	(1 033)
Total des transferts	79 295	9 758	(80 358)	8 695
Présent budget supplémentaire des dépenses	79 295	9 758	(80 358)	8 695

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 80 358 100 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison du report des fonds destinés au Fonds pour l'énergie propre.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 1 300 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds destinés au Fonds pour l'énergie propre.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Mise en œuvre de l'Initiative de la région de Port Hope.....	1 300 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	1 300 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....	1 300 000	.....
Montant net des paiements de transfert	.....	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Énergie atomique du Canada limitée

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	<u>Crédit 15</u>
Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement et des programmes en cours comme assurer le maintien de la production d'isotopes, assumer les coûts liés à la réduction progressive des opérations des installations de production d'isotopes, et tenir compte des priorités en matière de santé, de sécurité et d'environnement dans les laboratoires de Chalk River	160 000
Fonds pour les dépenses liées à la transition des effectifs	6 200
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>166 200</u>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 742 384 732	9 280 000	5 531 134	1 757 195 866
5	Dépenses en capital.....	28 158 000	.....	.....	28 158 000
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, <u>sous forme de paiements monétaires ou encore de produits ou de services</u>	1 442 232 917	(650 774)	10 000 000	1 451 582 143
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	134 947 945	.....	.....	134 947 945
(L)	Ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	3 347 801 110	8 629 226	15 531 134	3 371 961 470
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
15	Dépenses du Programme.....	9 925 968	.....	.....	9 925 968
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	614 586	.....	.....	614 586
	Total des dépenses budgétaires	10 540 554	.....	.....	10 540 554
Instituts de recherche en santé du Canada					
20	Dépenses de fonctionnement	49 057 217	.....	.....	49 057 217
25a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	922 268 548	610 000	1	922 878 549
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 617 600	.....	.....	6 617 600
	Total des dépenses budgétaires	977 943 365	610 000	1	978 553 366
Agence canadienne de développement économique du Nord					
30a	Dépenses de fonctionnement	13 317 521	(15 914)	.....	13 301 607
35	Contributions	36 661 803	.....	.....	36 661 803
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 171 953	.....	.....	1 171 953
	Total des dépenses budgétaires	51 151 277	(15 914)	.....	51 135 363

SANTÉ

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
40	Dépenses du Programme.....	3 926 155	.....	.....	3 926 155
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	596 596	.....	.....	596 596
	Total des dépenses budgétaires	4 522 751	.....	.....	4 522 751
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
45	Dépenses du Programme.....	10 779 628	.....	.....	10 779 628
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 052 767	.....	.....	1 052 767
	Total des dépenses budgétaires	11 832 395	.....	.....	11 832 395
Agence de la santé publique du Canada					
50	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations....	365 951 213	.....	.....	365 951 213
55	Dépenses en capital.....	17 132 868	.....	.....	17 132 868
60	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	200 559 571	.....	.....	200 559 571
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	32 837 921	.....	.....	32 837 921
	Total des dépenses budgétaires	616 481 573	.....	.....	616 481 573

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Fonds destinés à la Fondation Brain Canada pour soutenir la recherche en neurosciences afin de mieux comprendre le traitement des troubles du cerveau.....	.....	10 000	10 000
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	5 000	.....	5 000
Fonds pour moderniser l'inspection de la salubrité des aliments au Canada (<i>poste horizontal</i>).....	506	.....	506
Fonds pour fournir les services fédéraux essentiels à la tenue des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 (<i>poste horizontal</i>).....	26	.....	26
Total des crédits à adopter	5 532	10 000	15 532
Transferts			
Transfert de 9 680 000 \$ d'Agriculture et Agroalimentaire (crédit 1) – Pour protéger et promouvoir la santé tout en étant plus ouvert à l'innovation et aux progrès de l'industrie et intéressé aux enjeux touchant le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Plan d'action en matière de réglementation pour l'agriculture) ..	9 680	.....	9 680
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour les programmes sur l'autonomie gouvernementale des Premières nations du Yukon et pour l'accord de transfert de services de santé.....	.....	(21)	(21)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour financer de la recherche interventionnelle afin de renforcer les politiques et programmes qui ont une incidence positive sur la santé des populations des Premières nations, des Inuits et des Métis (Autochtones) au Canada	(400)	.....	(400)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour financer les programmes de santé de la bande indienne Sechelt en vertu de la <i>Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelt</i> .....	.....	(630)	(630)
Total des transferts	9 280	(651)	8 629
Présent budget supplémentaire des dépenses	14 812	9 349	24 161

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Entente de contribution pluriannuelle avec la Fondation Brain Canada pour la création d'un fonds canadien de recherche sur le cerveau pour faire progresser les connaissances sur le traitement des troubles du cerveau	10 000 000	.....
Montant total brut des contributions	10 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>650 774</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	9 349 226	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 25
Transfert de 400 000 \$ de Santé (crédit 1) – Pour financer de la recherche interventionnelle afin de renforcer les politiques et programmes qui ont une incidence positive sur la santé des populations des Premières nations, des Inuits et des Métis (Autochtones) au Canada	400
Transfert de 160 000 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (crédit 80) – Pour appuyer les collèges afin d'accélérer la recherche appliquée dans des domaines où les besoins de l'industrie sont importants (Chaires de recherche industrielle dans les collèges)	160
Transfert de 50 000 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (crédit 80) – Pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire et/ou régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté)	50
Présent budget supplémentaire des dépenses	610

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	400 000	.....
Chaires de recherche industrielle dans les collèges	160 000	.....
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	50 000	.....
Total des paiements de transfert	610 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice, ainsi que le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	124 671 421	(692 856)	3 905 455	127 884 020
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	292 939 791	(41 000 000)	1	251 939 792
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 056 385	.....	.....	15 056 385
(L)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
	Total des dépenses budgétaires	432 745 113	(41 692 856)	3 905 456	394 957 713
Agence des services frontaliers du Canada					
10a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'exercice en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 489 823 517	2 350 000	3 109 394	1 495 282 911
15a	Dépenses en capital.....	104 705 942	.....	13 470 814	118 176 756
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	181 490 817	.....	.....	181 490 817
	Total des dépenses budgétaires	1 776 020 276	2 350 000	16 580 208	1 794 950 484
Service canadien du renseignement de sécurité					
20	Dépenses du Programme.....	472 528 627	.....	.....	472 528 627
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 061 884	.....	.....	48 061 884
	Total des dépenses budgétaires	520 590 511	.....	.....	520 590 511

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
Service correctionnel du Canada				
25	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et			
	<i>a)</i> autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;			
	<i>b)</i> autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;			
	<i>c)</i> paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;			
	<i>d)</i> autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	2 306 861 534	.....	.....
30	Dépenses en capital, y compris les paiements à titre de contributions :			
	<i>a)</i> aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;			
	<i>b)</i> aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	456 432 519	.....	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	262 737 153	.....	.....
(L)	Fonds renouvelable CORCAN .....	.....	.....	.....
	Total des dépenses budgétaires	3 026 031 206	.....	.....

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Commission nationale des libérations conditionnelles					
35a	Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes générées durant un même exercice et issues de la prestation de services visant le traitement des demandes de réhabilitation présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou à des règlements fédéraux, et de porter ces recettes en réduction des dépenses engagées pendant cet exercice	45 550 373	(97 199)	.....	45 453 174
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 938 240	.....	.....	5 938 240
	Total des dépenses budgétaires	51 488 613	(97 199)	.....	51 391 414
Bureau de l'enquêteur correctionnel					
40a	Dépenses du Programme.....	4 093 353	(9 448)	.....	4 083 905
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	570 098	.....	.....	570 098
	Total des dépenses budgétaires	4 663 451	(9 448)	.....	4 654 003
Gendarmerie royale du Canada					
45a	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues, y compris les recettes pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1 756 911 567	38 012 542	1	1 794 924 110
50	Dépenses en capital.....	230 811 687	.....	.....	230 811 687
55	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	132 497 594	.....	.....	132 497 594
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 197 756	.....	.....	83 197 756
(L)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	332 791 024	.....	.....	332 791 024
(L)	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10).....	17 500 000	.....	.....	17 500 000
	Total des dépenses budgétaires	2 553 709 628	38 012 542	1	2 591 722 171
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada					
60a	Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	833 554	706 951	1	1 540 506
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	105 170	.....	.....	105 170
	Total des dépenses budgétaires	938 724	706 951	1	1 645 676

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
65a Dépenses du Programme.....	4 824 080	(19 200)	2 660 673	7 465 553
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	576 394	.....	.....	576 394
Total des dépenses budgétaires	5 400 474	(19 200)	2 660 673	8 041 947

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de cybersécurité afin de protéger l'infrastructure numérique (<i>poste horizontal</i>).....	2 965	.....	2 965
Fonds pour maintenir et renforcer les programmes et les plans de continuité des opérations et entreprendre de nouvelles activités dans le cadre du Programme de continuité du gouvernement.....	941	.....	941
Fonds aux partenaires provinciaux pour le Système national de repérage afin de repérer et de surveiller les délinquants violents à risque élevé qui mettent en péril la sécurité publique.....	.....	500	500
Montant brut des crédits à adopter	3 906	500	4 406
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	500	500
Total des crédits à adopter	3 906	.....	3 906
Transferts			
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	(328)	.....	(328)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Fonds destinés au regroupement de tous les services d'administration de la paye du gouvernement fédéral au centre d'expertise de Miramichi au Nouveau-Brunswick.....	(365)	.....	(365)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations.....	.....	(41 000)	(41 000)
Total des transferts	(693)	(41 000)	(41 693)
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 213	(41 000)	(37 787)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 500 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la réaffectation des ressources des subventions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions aux partenaires provinciaux pour le Système national de repérage afin de repérer et de surveiller les délinquants violents à risque élevé qui mettent en péril la sécurité publique.....	500 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	500 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....	500 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....	41 000 000	.....
Montant net des paiements de transfert	(41 000 000)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour la modernisation des processus et des systèmes liés au commerce et au revenu.....	3 030	13 471	16 501
Fonds pour fournir les services fédéraux essentiels à la tenue des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 (<i>poste horizontal</i>)	79	.....	79
Total des crédits à adopter	3 109	13 471	16 580
Transferts			
Transfert de 1 700 000 \$ de la Gendarmerie royale du Canada (crédit 45) – Pour la gestion des exigences pertinentes de la <i>Loi sur les armes à feu</i>	1 700	.....	1 700
Transfert de 650 000 \$ de Citoyenneté et Immigration (crédit 1) – Pour financer l'élaboration d'applications et appuyer le Système national de gestion des cas.....	650	.....	650
Total des transferts	2 350	.....	2 350
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 459	13 471	18 930

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 45
Fonds pour fournir les services fédéraux essentiels à la tenue des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 (<i>poste horizontal</i>).....	208
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	208
Total des crédits à adopter	.....
Transferts	
Transfert de 41 000 000 \$ de Sécurité publique et Protection civile (crédit 5) – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations.....	41 000
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Fonds destinés au regroupement de tous les services d'administration de la paye du gouvernement fédéral au centre d'expertise de Miramichi au Nouveau-Brunswick..	(577)
Transfert au Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Pour appuyer les mesures transitoires de Sécurité publique et Protection civile afin de soutenir les opérations à la suite de la signature de nouvelles ententes sur les services de police.....	(710)
Transfert à l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour la gestion des exigences pertinentes de la <i>Loi sur les armes à feu</i>	(1 700)
Total des transferts	38 013
Présent budget supplémentaire des dépenses	38 013

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 45 : Des fonds autorisés totalisant 208 120 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds pour la réforme du système canadien de détermination du statut de réfugié.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Transferts	<u>Crédit 60</u>
Transfert de 710 000 \$ de la Gendarmerie royale du Canada (crédit 45) – Pour appuyer les mesures transitoires de Sécurité publique et Protection civile afin de soutenir les opérations à la suite de la signature de nouvelles ententes sur les services de police.....	710
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Fonds destinés au regroupement de tous les services d'administration de la paye du gouvernement fédéral au centre d'expertise de Miramichi au Nouveau-Brunswick..	(3)
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>707</u>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	<u>Crédit 65</u>
Fonds pour maintenir les normes de service malgré les tensions liées à la charge de travail et pour mener des activités de sensibilisation.....	2 661
Transferts	
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Fonds destinés au regroupement de tous les services d'administration de la paye du gouvernement fédéral au centre d'expertise de Miramichi au Nouveau-Brunswick..	(19)
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>2 642</u>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;			
	b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;			
	c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice, y compris celles provenant de la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations;			
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	552 554 618	1 969 302	3 750 004	558 273 924
5a	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés.....			
	114 242 247	(6 268 953)	.....	107 973 294
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....			
	1 184 717 893	.....	17 100 000	1 201 817 893
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....			
	73 816 408	.....	.....	73 816 408
(L)	Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile.....			
	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile.....			
	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 10).....			
	83 372 000	.....	.....	83 372 000
(L)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. (1993), ch. 43).....			
	60 328 877	.....	.....	60 328 877
(L)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. (1963), ch. 42).....			
	3 300 000	.....	.....	3 300 000
	2 072 411 559	(4 299 651)	20 850 004	2 088 961 912

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Société canadienne des postes					
15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	22 210 000	.....	.....	22 210 000
	Total des dépenses budgétaires	22 210 000	.....	.....	22 210 000
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien					
20	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	576 397 810	.....	.....	576 397 810
	Total des dépenses budgétaires	576 397 810	.....	.....	576 397 810
Office des transports du Canada					
25	Dépenses du Programme.....	23 794 939	.....	.....	23 794 939
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 484 437	.....	.....	3 484 437
	Total des dépenses budgétaires	27 279 376	.....	.....	27 279 376
La Société des ponts fédéraux limitée					
30	Paiements à La Société des ponts fédéraux Limitée.....	14 983 000	.....	.....	14 983 000
	Total des dépenses budgétaires	14 983 000	.....	.....	14 983 000
Marine Atlantique S.C.C.					
35	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve	185 376 000	.....	.....	185 376 000
	Total des dépenses budgétaires	185 376 000	.....	.....	185 376 000
Bureau de l'infrastructure du Canada					
40	Dépenses de fonctionnement	55 005 837	.....	.....	55 005 837
45	Contributions	5 045 584 632	.....	.....	5 045 584 632
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 973 028	.....	.....	4 973 028
	Total des dépenses budgétaires	5 105 563 497	.....	.....	5 105 563 497
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.					
50a	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	150 363 000	(7 905 000)	.....	142 458 000
	Total des dépenses budgétaires	150 363 000	(7 905 000)	.....	142 458 000

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
Tribunal d'appel des transports du Canada				
55 Dépenses du Programme.....	1 284 898	.....	.....	1 284 898
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	126 878	.....	.....	126 878
Total des dépenses budgétaires	1 411 776	.....	.....	1 411 776
VIA Rail Canada Inc.				
60a Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada, conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits.....	306 490 000	.....	89 500 000	395 990 000
Total des dépenses budgétaires	306 490 000	.....	89 500 000	395 990 000

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour le programme de contribution pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées ..	.....	.....	16 100	16 100
Fonds pour appuyer les examens réglementaires et moderniser le système réglementaire ayant trait aux grands projets de ressources (<i>poste horizontale</i>)	2 858	.....	.....	2 858
Fonds pour assurer la viabilité et l'entretien du port de Churchill au Manitoba (<i>poste horizontale</i>).....	.....	.....	1 000	1 000
Fonds pour fournir les services fédéraux essentiels à la tenue des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 (<i>poste horizontale</i>).....	693	.....	.....	693
Fonds pour le Fonds Chantiers Canada – Train léger Evergreen	199	.....	.....	199
Total des crédits à adopter	3 750	.....	17 100	20 850
Transferts				
Transfert de 7 905 000 \$ de Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. (crédit 50) – Pour la planification du nouveau pont pour le Saint-Laurent	7 905	.....	.....	7 905
Transfert à Industrie – Pour la coordination fédérale des questions touchant les systèmes mondiaux de navigation par satellite.....	(30)	.....	.....	(30)
Transfert à Services partagés Canada – Pour ajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada conformément aux décrets C.P. 2011-0881, C.P. 2011-0877 et C.P. 2011-1297...	(5 906)	(6 269)	.....	(12 175)
Total des transferts	1 969	(6 269)	.....	(4 300)
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 719	(6 269)	17 100	16 550

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme de contributions pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées	16 100 000	.....
Contribution en vue de fournir une aide financière à court terme afin de couvrir les coûts de réparation, d'entretien, de remise en état du port de Churchill et d'initiatives connexes destinées à en soutenir l'exploitation continue.....	1 000 000	.....
Total des paiements de transfert	17 100 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

VIA Rail Canada Inc.

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 60
Fonds pour les besoins supplémentaires en matière de pension	68 000
Fonds pour l'amélioration des immobilisations.....	21 500
Présent budget supplémentaire des dépenses	89 500

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , des services de soutien internes à d'autres organisations; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 959 721 888	(1 295 388)	30 335 527	1 988 762 027
5a	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	288 879 341	(4 409 259)	212 522 004	496 992 086
10	Contributions	5 497 037	.....	.....	5 497 037
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	92 625 938	.....	.....	92 625 938
(L)	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	77 516	.....	.....	77 516
(L)	Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	7 159 883	.....	.....	7 159 883
(L)	Fonds renouvelable des Services optionnels.....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L)	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(4 707 000)	.....	.....	(4 707 000)
	Total des dépenses budgétaires	2 364 254 603	(5 704 647)	242 857 531	2 601 407 487
Société du Vieux-Port de Montréal inc.					
15	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	25 173 000	.....	.....	25 173 000
	Total des dépenses budgétaires	25 173 000	.....	.....	25 173 000

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille – Dépenses budgétaires

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements	
Services partagés Canada				
20a Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours de l'exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de services de technologie de l'information – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 305 070 440	10 880 629	10 846 828	1 326 797 897
25a Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	67 525 535	10 678 212	1	78 203 748
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	101 519 823	.....	.....	101 519 823
Total des dépenses budgétaires	1 474 115 798	21 558 841	10 846 829	1 506 521 468

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Ministère

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour des projets de rénovation des édifices de la Cité parlementaire	30 336	212 522	242 858
Transferts			
Transferts de 1 192 740 \$ d'Affaires indiennes et du Nord canadien (crédit 1), de 1 033 184 \$ de Ressources Naturelles (crédit 1), de 577 458 \$ de la Gendarmerie royale du Canada (crédit 45), de 364 656 \$ de Sécurité publique et Protection civile (crédit 1), de 291 764 \$ de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (crédit 10), de 97 199 \$ de la Commission nationale des libérations conditionnelles (crédit 35), de 19 200 \$ des Commissions des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada (crédit 65), de 15 914 \$ de l'Agence canadienne de développement économique du Nord (crédit 30), de 9 448 \$ du Bureau de l'enquêteur correctionnel (crédit 40) et de 3 049 \$ du Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada (crédit 60) – Fonds destinés au regroupement de tous les services d'administration de la paye du gouvernement fédéral au centre d'expertise de Miramichi au Nouveau-Brunswick.....	3 605	.....	3 605
Transfert à Services partagés Canada – Pour ajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada conformément aux décrets C.P. 2011-0881, C.P. 2011-0877 et C.P. 2011-1297	(4 900)	(4 409)	(9 309)
Total des transferts	(1 295)	(4 409)	(5 704)
Présent budget supplémentaire des dépenses	29 041	208 113	237 154

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Services partagés Canada

Explication du besoin – Dépenses budgétaires (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Total
Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de cybersécurité afin de protéger l'infrastructure numérique (<i>poste horizontal</i>).....	10 847	.....	10 847
Transferts			
Transferts de 6 268 953 \$ de Transports (crédit 5), de 5 905 698 \$ de Transports (crédit 1), de 4 900 000 \$ de Travaux publics et Services gouvernementaux (crédit 1), de 4 409 259 \$ de Travaux publics et Services gouvernementaux (crédit 5) et de 74 931 \$ du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (crédit 30) – Pour ajuster les montants suite à la création de Services partagés Canada conformément aux décrets C.P. 2011-0881, C.P. 2011-0877 et C.P. 2011-1297	10 881	10 678	21 559
Présent budget supplémentaire des dépenses	21 728	10 678	32 406

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ANNEXE

**Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet
de loi de crédits**

**Les documents suivants seront disponibles sur le site Internet du
Secrétariat du Conseil du Trésor ([www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/index-
fra.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/index-fra.asp)) :**

Prévisions législatives

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

**Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses
par article courant de dépense**

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

**Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des
dépenses**

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros des crédits, des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : l'annexe 1 énumère les postes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013 et l'annexe 2, les postes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement. Par conséquent, ils ne sont pas compris dans la présente annexe.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé des crédits constitue les conditions sous lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) Crédits pour dépenses du Programme – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses sont imputées à un seul crédit.
- b) Crédits pour dépenses de fonctionnement – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars.
- c) Crédits pour dépenses en capital – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital pourraient comprendre des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 8) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 9) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'une organisation compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 1 à 9). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital.
- d) Crédits pour subventions et contributions – Ce type de crédit est utilisé lorsque le montant total des dépenses en subventions et en contributions s'élève à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation d'effectuer un paiement et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contributions » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.
- e) Crédits non budgétaires – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l'autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des dotations en capital relatifs aux sociétés d'État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.
- f) Crédits spéciaux : Déficit des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes – Quand il est nécessaire d'affecter des fonds pour un paiement à une société d'État ou pour couvrir les dépenses d'une personne juridique, un crédit distinct est établi. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) Crédits du Conseil du Trésor gérés par l'administration centrale – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'un certain nombre d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
 - i. Crédit pour éventualités du gouvernement – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui sont énumérés dans le présent budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits

- jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation.
- ii. Crédit pour initiatives pangouvernementales – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
 - iii. Crédit pour rajustements à la rémunération – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
 - iv. Crédit pour assurances de la fonction publique – Ce crédit fournit les cotisations à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*.
 - v. Crédit pour le report du budget de fonctionnement – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent.
 - vi. Crédit pour les besoins en matière de rémunération – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit des rajustements à la rémunération.
 - vii. Crédit pour le report du budget des dépenses en capital – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget des dépenses en capital de l'exercice précédent.

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
	MINISTÈRE		
1a	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, du personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	22 900 000	
5a	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(suite)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
10a	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, du Programme de lutte contre la drogue en Afghanistan, du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, sous forme de paiements monétaires ou sous forme de produits ou de services; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2011	11 000 000	
			33 900 001
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
25a	Agence canadienne de développement international – Dépenses de fonctionnement et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : (i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition	67 253	
30a	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements monétaires et de fourniture de biens ou services.....	171 000 000	
			171 067 253

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(fin)</i>		
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
55a	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice; <i>b)</i> dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; <i>c)</i> autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; <i>d)</i> autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; <i>e)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	3 457 228	
10a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	156 887 478	
			160 344 706

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
1a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, de l'administration du Programme Agri-stabilité, et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	61 253 396	
10a	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	4 600 000	
			65 853 396
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
20a	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	9 178 630	
25a	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	671 508	
			9 850 138
	COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
30a	Commission canadienne des grains – Dépenses du Programme		26 796 227
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
1a	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		9 179 674

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
1a	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice et pour d'autres activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	12 425 477	
30a	Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.....	850 000 000	
	CONSEIL PRIVÉ		862 425 477
	MINISTÈRE		
1a	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice		1 320 111

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1a	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 30 449 955 792 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 653 559 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; et autorisation de verser des paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada ou pour l'administration de tels programmes ou de telles ententes, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
10a	Défense nationale – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des paiements monétaires ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
	CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		2
20a	Centre de la sécurité des télécommunications – Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , l'autorisation de dépenser au cours de l'exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités de l'organisation, y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	12 494 387

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1a	Environnement – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; <i>b)</i> autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa <i>a)</i> peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; <i>c)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; <i>d)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; <i>e)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; <i>f)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; <i>g)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	5 377 476	
5a	Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	1 425 000	
10a	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, et contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services.....	25 020 000	
			31 822 476
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
15a	Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....		12 617 050

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
1a	Finances – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice		12 800 000
	CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA		
30a	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada – Dépenses du Programme		1 888 300
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1a	Industrie – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	33 838 949	
5a	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
10a	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	50 169 246	
			84 008 196
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
25a	Agence spatiale canadienne – Dépenses de fonctionnement		160 415
	AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO		
55a	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		5 000 000
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
75a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement	1 697 200	
80a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses	9 096 150	
			10 793 350

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
90a	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
95a	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
			2
	CONSEIL CANADIEN DES NORMES		
100a	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>		2 100 000
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 250 000	
5a	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
			1 250 001
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
10a	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
50a	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes –Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des Finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication, du Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses .....	.....	1
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
55a	Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses ..	.....	1
	PÊCHES ET OCÉANS		
1a	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; <i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; <i>c)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; <i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	6 006 827	
10a	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses ..	1	
		6 006 828	

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
1a	Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte des opérations de l'assurance-emploi et du Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire; <i>b)</i> en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent : (i) des services du Secteur des programmes d'accès public, (ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail, (iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral, (iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14 <i>b)</i> de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État, (v) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> , <i>c)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	13 000 000	
5a	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	13 000 001
	BUREAU DE LA COORDONNATRICE DE LA SITUATION DE LA FEMME		
30a	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....		250 000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1a	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère; et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
5a	Ressources naturelles – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....	1	
			2
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....		166 200 000
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1a	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	5 531 134	
10a	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, sous forme de paiements monétaires ou encore de produits ou de services	10 000 000	
			15 531 134

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ (suite et fin)		
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
25a	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	MINISTÈRE		
1a	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice, ainsi que le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	3 905 455	
5a	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	1	3 905 456
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
45a	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues, y compris les recettes pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
60a	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.....		1
	COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
65a	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme.....		2 660 673

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1a	Transports – Dépenses de fonctionnement et : <i>a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;</i> <i>b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la Loi sur l'aéronautique;</i> <i>c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes de l'exercice, y compris celles provenant de la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations;</i> <i>d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....</i>	3 750 004	
10a	Transports – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	17 100 000	20 850 004
	VIA RAIL CANADA INC.		
60a	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada, conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa <i>c)(i)</i> du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>.....	.....	89 500 000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
	MINISTÈRE		
1a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , des services de soutien internes à d'autres organisations; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	30 335 527	
5a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux ..	212 522 004	242 857 531
	SERVICES PARTAGÉS CANADA		
20a	Services partagés Canada – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours de l'exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de services de technologie de l'information – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	10 846 828	
25a	Services partagés Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	10 846 829
			2 087 279 627

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars 2014)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
25a	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières		1 500 000
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'exercice en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	3 109 394	
15a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital.....	13 470 814	
			16 580 208
			18 080 208